



TÉLÉPHONIE

**Doredo publie ses résultats financiers du 1er trimestre**

P 07

# Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Mercredi 19 Mai 2021 / N° 1111

Prix : 20 DA

Prospective

**Les mécanismes nécessaires pour l'innovation**

P 16



Energies renouvelables

**L'Etat se donne « 7 à 8 ans » pour la transition énergétique**

Après les projets, voici venus le temps des objectifs. Les autorités algériennes comptent réaliser une véritable transition énergétique dans un délai de 7 à 8 ans, a annoncé le ministre de la Transition énergétique, Chamseddine Chitour.

## HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ RACHAD ET LE MAK CLASSÉS ORGANISATIONS TERRORISTES



LIRE LA PAGE 4

Le Haut conseil de sécurité réunit aujourd'hui par le président Abdelmadjid Tebboune vient de classer officiellement, l'association islamiste proche du Fis Rachad et le mouvement séparatiste, le MAK comme organisation terroristes. C'est ce qu'annonce la présidence dans un communiqué.

Ressources hydriques

**LA DISTRIBUTION DE L'EAU MAINTENUE MALGRÉ LA SÉCHERESSE**

Habitat-entrepreneuriat

**Rencontre d'évaluation avec des micro-entreprises**

Le secrétaire général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE, ex- ANED) Abdelnour Ghellab a présidé lundi une rencontre regroupant des représentants de onze (11) micro-entreprises d'hygiène et d'assainissement ayant bénéficié de plans de charge dans le cadre de l'application de la convention signée entre les deux agences.



PRIX DES PRODUITS DE BASE

**La Banque mondiale relève une hausse quasi-générale**

Dans son dernier rapport Commodity Markets Outlook, publié hier, la Banque mondiale relève une hausse quasi-générale des prix des produits de base au cours du premier trimestre de l'année, notant que les prix sont plus élevés qu'avant la pandémie. « Ces hausses s'expliquent par la reprise de l'activité économique mondiale ».

Inclusion financière

**Des pistes pour bancariser l'activité commerciale**

Alors que la récurrente question sur l'inclusion financière revient sur le devant de la scène, sur fond de baisse des ressources conventionnelles au sein des banques de la place, des cabinets de consulting et des économistes suggèrent de s'intéresser à certains secteurs qui échappaient jusqu'ici partiellement ou totalement au fiac et au système bancaire. C'est ce cas, par exemple, de FINABI, un cabinet de conseil en finances, qui, dans une note parvenue à notre rédaction, recommande aux pouvoirs publics de réduire le coût fiscal pour la grande distribution, suggérant un taux forfaitaire de 5% et aux banques de financer massivement les projets d'hypermarchés et supermarchés.

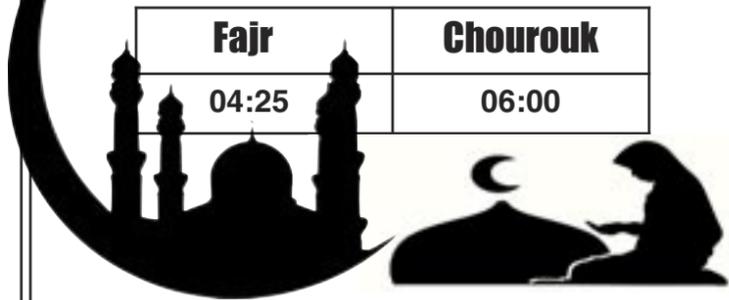
## HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Mercredi 19 Mai 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
12:46	16:30	19:31	21:00

Horaires de prière à Alger du Jeudi 20 Mai 2021

Fajr	Chourouk
04:25	06:00



## Météo



Alger 26° / Oran 22° / Annaba 23° /  
Constantine 23° / Béchar 23° / Biskra 25° /  
Djelfa 17° / Sétif 19° / Ghardaïa 26° / Jijel 26° /  
Tlemcen 22°

## Football

## Pas d'Algériens à la tête des commissions permanentes de la CAF

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF), dirigé par le président de l'instance continentale, le Sud-africain Patrice Motsepe, a désigné, au cours d'une réunion tenue à Kigali (Rwanda), les présidents et vice-présidents des commissions permanentes de la CAF, selon un communiqué publié hier sur son site officiel.

Selon la liste dévoilée par l'instance, aucun représentant algérien ne figure à la tête de l'une des neuf commissions permanentes de la CAF.

Le Comité exécutif "a ratifié les décisions de nominations du comité d'urgence, prises sur proposition du Président", précise la même source.

Pour rappel, le Sud-africain Patrice Motsepe, unique candidat, avait été élu par acclamation à la tête de la CAF, le vendredi 12 mars dernier, lors de la 43e assemblée générale de l'instance continentale, tenue à Rabat (Maroc). Le propriétaire du club sud-africain de Mamelodi Sundowns a succédé au Malgache Ahmad Ahmad, suspendu de ses fonctions à l'été 2019, avant la fin de son mandat pour plusieurs violations éthiques, dont la "distribution de cadeaux" et le "détournement de fonds".

## BATNA

## Saisie de plus de 2000 litres d'huile de table destinés à la spéculation



Les services de la sûreté de daïra de Merouana relevant de la sûreté de wilaya de Batna ont saisi 2.030 litres d'huile de table destinés à la spéculation, a-t-on appris hier auprès de ce corps constitué. Les patrouilles de la police visant à lutter contre le phénomène de la spéculation ci-

blant les produits de large consommation subventionnés par l'Etat ont intercepté un camion avec à son bord trois individus sur le point de vendre 406 bouteilles d'huile de table de 5 litres, non facturées, sur le marché à un prix élevé, a indiqué la cellule de communication de la sûreté de daïra

de Merouana. L'opération a permis la saisie d'une quantité globale estimée à 2.030 litres, a-t-on précisé, soulignant que des procédures judiciaires ont été engagées à l'encontre des mis en cause âgés entre 23 et 26 ans et ce, en collaboration avec les services de la Direction du commerce.

### Afflux de migrants marocains vers l'Espagne

### Vague d'indignation et sévère rappel à l'ordre du Maroc

L'arrivée, lundi, de 6000 migrants marocains sur les côtes de Ceuta en Espagne, a suscité, hier, une large vague d'indignation auprès du gouvernement espagnol, de l'Union européenne et des formations politiques, appelant le Maroc à "respecter ses engagements et à fournir d'avantage d'efforts en matière de lutte contre le phénomène de la migration clandestine".

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a, après avoir qualifié l'afflux de migrants marocains de "crise grave pour l'Espagne et l'Europe", a promis de "rétablir l'ordre (...) dans (la) ville et aux frontières le plus rapidement possible", notant qu'il se rendra sur place. L'Union européenne a condamné, pour sa part, vivement l'afflux de migrants marocains, jugeant la situation "d'inquiétante".

"Il est inquiétant qu'au moins 6.000 personnes, dont un grand nombre d'enfants, aient rejoint Ceuta à la nage, en mettant leur vie en danger. Beaucoup ont dû être secourus, une personne est morte", a déclaré la Commissaire aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, rappelant que "les frontières espagnoles sont les frontières de l'Europe". De leur côté, plusieurs formations politiques espagnoles ont condamné le flux migratoire partant du Maroc, appelant les autorités marocaines à assumer leurs responsabilités et agir vite et efficacement.

## AGRESSION ISRAËLIENNE

## Au moins 52 000 Palestiniens déplacés à Ghaza

L'Organisation des Nations unies (ONU) a déclaré qu'au moins 52 000 Palestiniens ont été déplacés en raison des attaques israéliennes en cours contre Ghaza, prenant refuge dans des écoles gérées par l'organisation dans l'enclave.

Jens Laerke, porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), a expliqué que le déplacement des civils de Ghaza se poursuit, et que le nombre de Palestiniens déplacés a dépassé les 52 000 personnes, selon les derniers chiffres obtenus.

"Au moins 47 000 Palestiniens se sont réfugiés dans 48 écoles gérées par l'ONU", a-t-il déclaré, soulignant que l'alimentation électrique à Ghaza a été réduite à une durée allant de six à huit heures par jour, en moyenne.

Mardi, le bilan des victimes de l'agression militaire israélienne qui continue contre Ghaza depuis une semaine, s'est alourdi à 213 morts, dont 61 enfants et 36 femmes, en plus de 1 442 blessés, tandis que la Cisjordanie a enregistré 23 morts et des centaines de blessés, selon le ministère palestinien de la Santé.

Depuis le 13 avril dernier, la situation dans les territoires palestiniens a explosé à la suite des attaques brutales commises par la police de l'occupation et les colons à El Qods occupée, en particulier contre la mosquée Al-Aqsa et ses environs, et le quartier Sheikh Jarrah (centre).

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Fondation pour l'édition  
et la publicité

EDITER PAR LA EURL  
EL HAOUAFIZE

Président directeur général  
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE  
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL  
22 RUE SAHRAOUI EL  
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL  
023957070

COMPTIL NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIEUSION

QUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SA

## INNOVATION DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE

# Projets cherchent investisseurs



Il y a 69 participants porteurs d'idées innovantes dans diverses spécialités à prendre part au 1er Salon national de l'innovation dans la formation professionnelle qui s'est clôturé, hier à Alger.

Ces jeunes diplômés des centres et instituts de formation professionnelle cherchent à concrétiser leurs projets, saisissant cette occasion dans l'espoir de décrocher un financement de la part des organismes de soutien à la création d'entreprise ou signer des contrats de partenariat avec des opérateurs économiques. Parmi eux, Yassine Benammar, diplômé de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle d'Aïn Témouchent, qui a réalisé le projet d'un « parking commandé par Automate TSX micro 3705 » souterrain.

Sa principale motivation est l'augmentation importante du nombre de voitures, notamment dans les grandes villes. Il dit que les parkings existants sont mal gérés d'où, selon lui, la nécessité d'introduire de nouvelles techniques de gestion sécurisée. « Ce procédé nous permet de contrôler toutes les aires de stationnement en facilitant l'accès, le contrôle et les mouvements de véhicules. Le projet consiste à envoyer un signal privé pour ensuite le décoder et le traiter à l'aide d'un microcontrôleur, lequel va commander l'ouverture d'une barrière en cas de succès du traitement, c'est-à-dire que le signal envoyé est le

bon », lit-on sur la fiche technique du projet. L'inventeur a précisé que son idée est la première du genre en Algérie et elle se concrétise. Les problèmes de stationnement seront un mauvais souvenir.

### Apiculture sous serre

Dans le domaine agricole, Tayeb Aïda, ingénieur en agronomie et production animale, a pour projet l'élevage d'abeilles sous serre durant la période hivernale. Première du genre en Algérie, l'apiculture sous serre est une technique d'élevage méconnue. En hiver, les apiculteurs déplacent les ruches vers des zones chaudes, ce qui risque de les abîmer durant le trajet. A cela s'ajoute la difficulté pour les abeilles de s'adapter à ces nouveaux endroits.

« Dans des régions froides, maintenir les abeilles en vie constitue un problème majeur puisque les pertes durant cette période dépassent le seuil qualifié de normal », a-t-il expliqué. Notre interlocuteur n'a pas cessé de dire que ce salon est une lueur d'espoir pour que son projet soit connu d'autant plus qu'il n'est pas coûteux. Yacine Djoual, directeur d'un CFPA à El Ma labiod, à Tébessa, a fabriqué une machine d'extraction des huiles essentielles qui tourne selon la méthode de la vapo-hydro-distillation. Ce procédé permet l'extraction des

huiles essentielles appelées l'or vert et de l'eau purifiée qui vont servir dans le domaine médical et condimentaire. Son idée vient des richesses dont dispose l'Algérie en matière de plantes médicinales et aromatiques. « Je suis entrain d'apporter des modifications à ce projet en induisant l'énergie solaire pour faire tourner l'extracteur », a-t-il dit. Djoual se dit optimiste et espère que son projet voit la lumière dans un avenir proche. Pour lui, le marché est demandeur de ce genre de produit et il y a une chance que son projet trouve place dans ce domaine d'autant plus que c'est un produit de haute qualité répandant aux standards internationaux. Pour les produits de beauté, Mme Ilham Mariem Hamouda, technicien supérieur en production des corps gras de la wilaya de Skikda, s'est spécialisée dans la fabrication d'un savon artisanal par saponification à froid fabriqué par des huiles recyclées et des beurres végétaux avec des additifs naturels. Cette jeune de 22 ans est passionnée depuis son jeune âge par les produits de beauté, d'où son idée de se spécialiser dans la fabrication des savons naturels de qualité. La prochaine étape, pour elle, c'est de pourvoir bénéficier d'un financement pour lancer à grande échelle sa production avec pour ambition de faire connaître ses produits à l'échelle nationale et, pourquoi pas, internationale.

### CHITOUR

## L'Algérie dispose d'un délai de huit ans pour opérer sa transition énergétique

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour a affirmé hier à Alger, que "l'Algérie est appelée à concrétiser sa transition énergétique en l'espace de 7 à 8 ans au maximum". Intervenant à l'occasion de la 25e édition de la journée de l'énergie, consacrée à "la transition énergétique et le développement durable", M. Chitour a souligné que "l'Algérie dispose d'un délai de 7 à 8 ans seulement pour réaliser la transition vers les énergies renouvelables et sortir de la situation actuelle marquée par la dépendance aux énergies conventionnelles".

Le ministère aspire à réaliser cet objectif à l'horizon 2030 de "façon raisonnable et en association avec tous les secteurs concernés", d'où l'importance d'appliquer "un plan Marshall" en matière des énergies renouvelables pour adopter un nouveau modèle énergétique, garantissant en plus de l'énergie solaire, les énergies ther-

mique et éolienne. M. Chitour a estimé, dans ce sens, que cette transition "relève d'une nécessité et non pas seulement d'une aspiration à la modernité", ajoutant que l'enjeu majeur est de sensibiliser, voire convaincre la société de l'importance de cette transition. Des efforts sont lancés par le secteur pour la production de 1000 mégawatts d'hydrogène, a poursuivi le ministre, précisant que ce type d'énergie sera susceptible de remplacer le pétrole d'ici à 2030.

Il a préconisé, en outre, de lever "progressivement" la subvention sur les prix énergétiques, en veillant "à protéger les catégories à faibles revenus". D'autre part, le ministre est revenu sur les développements scientifiques enregistrés dans les domaines de l'intelligence artificielle, l'informatique et le numérique, susceptibles d'accélérer le processus de transition énergétique. A cet effet, il a cité la création prochaine de l'Institut de la transition énergétique à Sidi Abdallah qui sera

chargé de former des compétences nationales et de développer des recherches spécialisées dans ce domaine.

Cette journée d'études se veut une occasion pour définir les priorités au titre du programme d'action du secteur de la transition énergétique, en sus de favoriser la pratique des activités de recherche et de formation, a affirmé pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.

Il a ajouté, par ailleurs, que le ministère de l'Enseignement supérieur met à la disposition du ministère de la Transition énergétique les différentes énergies humaines, des centres, des laboratoires de recherche, ainsi que des équipements relevant de sa compétence, pour concourir ensemble à faire aboutir ce processus constituant désormais "un impératif" face à la hausse de la consommation énergé-

## LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES

### Vers une loi "spécifique et exhaustive" avant fin 2021

L'Algérie sera dotée, d'ici fin 2021, d'une loi "spécifique et exhaustive" destinée à lutter contre la traite des personnes et à protéger les victimes, le président du Comité national de Prévention et de Lutte contre la traite des personnes, Lamine El-Hadj, se félicitant que ce type de criminalité n'ait pas atteint le stade de "fléau". "Nous travaillons actuellement pour l'adoption d'une loi spécifique et exhaustive, qui sera prête d'ici la fin de l'année, et qui englobera tous les aspects liés à la traite des personnes. C'est un engagement de l'Etat algérien", le président du Comité ad hoc, en marge de l'Atelier national sur la Poursuite et le Jugement des cas de traite des personnes".

Une rencontre de trois jours, est co-organisée par ledit Comité et l'Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), portant sur "les échanges sur les défis, les bonnes pratiques nationales et simulation de la phase de procès". Destinée à une quarantaine de magistrats algériens, elle est animée, entre autres, par des experts et spécialistes nationaux, maghrébins, d'Italie, de Belgique, du Mali, des Etats-Unis.

Précisant que "pour l'heure, il n'y a que le Code pénal qui couvre ce type de crimes, dont certaines victimes sont assistées par le Croissant rouge algérien", M. El-Hadj a indiqué que la nouvelle loi "qui sera soumise au nouveau Parlement, réglerait tous les aspects liés à cette question, y compris celle de la protection des victimes ainsi que les institutions qui en auront la charge".

Abordant l'intérêt de cette formation autour de "questions très sensibles", il a mis l'accent sur l'importance d'une "définition juridique bien assimilée pour une qualification adéquate de ces crimes", notant que l'objectif consiste à "faire le distinguo entre la traite des personnes et d'autres crimes comme l'immigration clandestine, même si des liens existent entre les deux".

Et de faire savoir que l'atelier d'aujourd'hui fait suite à d'autres organisés auparavant à l'échelle nationale en présence d'officiers de la Police judiciaire, l'enjeu étant "la coordination entre les institutions de la Justice et de la Police pour lutter efficacement contre ce phénomène qui, au vu du nombre réduit de cas en Algérie, n'est heureusement pas considéré comme un fléau".

Intervenant en ligne lors de la séance inaugurale, la Directrice régionale du Bureau de l'ONUDC pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, Christina Albertin, a mis en avant "la coopération" existante entre l'Agence onusienne et l'Algérie en matière de lutte contre la traite des personnes, mais également du terrorisme, du blanchiment d'argent, du Sida, etc.

Qualifiant la prévention de "pilier" des actions menées dans ce sens, elle a souligné "la nécessité d'une coopération internationale" dans ces domaines, rappelant la célébration, en 2020 à Palerme (Italie), du 20ème anniversaire de la Convention onusienne de lutte contre le crime organisé, laquelle est "avec 190 Etats membres, la plus ratifiée de toutes".

Elle également fait part de la tenue, ce jour à Vienne, de la 30ème session de "la Commission pour la Prévention du crime et la Justice pénale" avec comme objectif d'arriver à "une riposte internationale" contre le crime organisé, et ce, tel que préconisé par les Objectifs 7 et 8 du Développement durable (ODD) de l'ONU.

### Plus de 50.000 victimes dans le monde

Mme Albertin a relevé, par la même occasion, le défi commun de "mettre fin aux violences et tortures subies par les enfants", déplorant que le dernier rapport onusien en matière de traite de personnes ait recensé plus de 50.000 victimes dans le monde. "Il s'agit des données officiellement communiquées par les Etats, ce qui suppose que le phénomène est beaucoup plus important sur le terrain", a-t-elle estimé.

Considérant que "beaucoup reste à faire à ce sujet", elle a plaidé pour que "les systèmes judiciaires de par le monde identifient ces crimes de manière objective et de sorte à respecter les droits de l'homme et à lutter contre les injustices".

De son côté, l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese, s'est félicité du partage d'expériences entre son pays et l'Algérie dans le domaine de lutte contre ce type de crimes, mettant en avant celle du Tribunal de Palerme et rappelant l'apport du juge italien assassiné, Giovanni Falcone, dans ce sens, avant de noter "les défis communs" à relever s'agissant, outre de la traite des personnes mais également de la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine.

## PROSPECTIVE

# Les mécanismes nécessaires pour l'innovation définis

Le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha a passé en revue, lundi à Alger, les différents mécanismes mis en place par le Gouvernement en vue d'encourager les porteurs de projets innovants parmi les nouveaux diplômés du secteur de la Formation professionnelle.

Cette manifestation vise "la création d'un système efficace, complémentaire et cohérent, œuvrant à l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale, à savoir la concurrence des établissements économiques en général et industriels en particulier", a précisé M. Bacha dans un message lors de l'ouverture de la première édition du "Salon national d'innovation pour la formation et l'enseignement professionnels", organisé par le ministère de la Formation professionnelle les 17 et 18 mai courant au CIC "Abdellatif Rehal".

Le ministre a également mis en avant les efforts sectoriels conjugués pour parvenir à des mécanismes efficaces à même d'offrir un climat favorable aux porteurs de projets innovants, parmi les diplômés des établissements des secteurs de la Formation professionnelle et de l'Enseignement supérieur, en vue de concrétiser véritablement leurs projets sur le terrain. Il s'agit, entre autres, du Prix national de la Petite et moyenne entreprise (PME), sous forme d'aide financière accordée aux trois premières entreprises, ainsi que la reconsidération et l'élargissement du réseau des incubateurs, eu égard à leur rôle dans la formation, l'encadrement et l'accompagnement des porteurs de pro-



jets innovants. L'année dernière, poursuit-il, ont été enregistrés au sein de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), 710 brevets d'innovation et 7744 marques déposées.

A été mis en place également un réseau de 88 centres d'appui à la technologie et à l'innovation dans le cadre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WIPO), dont deux se situent aux centres de formation professionnelle à Bejaïa et Alger.

Pour le ministre, ces centres se veulent "une banque informatique de la propriété intellectuelle" permettant aux porteurs de projets de tirer profit d'une expérience de qualité et obtenir des données technologiques de grande valeur ajoutée.

Figurent également, parmi les mécanismes, la création de centres techniques pour l'accompagnement et le développe-

ment des filiales industrielles dans les domaines de la recherche et de l'innovation, mais également de clusters offrant aux établissements industriels les voies et moyens de recherche et d'innovation. Dans un autre registre, M. Bacha a mis en valeur le rôle de son département dans la diversification de l'économie nationale, la création des richesses et des postes d'emploi, estimant nécessaire de mettre en valeur la connaissance, l'innovation et le développement technologique.

Pour ce faire, poursuit-il, le secteur de la Formation professionnelle demeure un instrument efficace pour réaliser les objectifs escomptés, de par sa contribution à orienter les offres de la formation vers les métiers comptant sur l'innovation et les nouvelles technologies, comme la numérisation, l'intelligence artificielle communément appelée "Industrie 4.0". Revenant sur les insuffisances enregistrées au niveau du SNI, le ministre a cité l'absence d'une agence nationale d'innovation dont la mission principale serait de promouvoir les politiques nationales dans ce sens, l'absence de laboratoires et centres de recherche au niveau des établissements économiques, ainsi que le manque de ressources financières pour mener à bien les projets innovants.

Le ministre a néanmoins regretté la place qu'occupe l'Algérie qui vient "en queue du classement mondial d'innovation, à savoir 121ème sur 131 positions dans l'Indice mondial de l'innovation 2020, alors qu'elle ne manque pas de ressources humaines innovantes", a-t-il conclu.

## INDUSTRIE

## Les PME ne fournissent que 10% des besoins des grandes entreprises

Le principal défi de l'industrie nationale demeure celui de développer l'activité de la sous-traitance et l'amélioration du taux d'intégration, a indiqué le président de la Bourse algérienne de sous-traitance et du partenariat (BASTP), Kamel Agsous, déplorant le fait que le tissu national de PME ne fournit que 10% de l'ensemble des besoins des grandes entreprises locales. Intervenant lors d'une journée d'études organisée à l'Ecole militaire polytechnique sur le thème de "la sous-traitance et intégration nationale : enjeux et perspectives", initiée par l'Institut national des études de stratégie globale (INESG), M. Agsous a affirmé que plusieurs grandes entreprises nationales conti-

nent à s'orienter vers l'importation pour s'approvisionner de produits et d'intrants nécessaires à leurs activités.

Le secteur de l'industrie nationale ne présente aujourd'hui qu'un taux de 5% du Produit intérieur brut (PIB), a-t-il précisé.

Présentant une communication sur "la sous-traitance industrielle : état des lieux et conditions d'émergence d'une sous-traitance compétitive", le président de la BASTP a soutenu que ce secteur reste un élément-clé de la compétitivité de l'industrie nationale et qui devrait être en "phase avec les évolutions technologiques mondiales, notamment en matière de numérisation des processus industriels".

Dans cette optique, M. Agsous a recommandé la réorganisation et la restructuration des grands donneurs d'ordres (groupes industriels publics ndlr) pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'atteindre la performance voulue, assurant que "les taux d'utilisation des capacités industrielles des grands groupes sont actuellement à 50%".

"Nous devons travailler davantage pour atteindre dans les prochaines années un taux d'utilisation de 80 % de nos capacités industrielles pour se rapprocher des normes internationales. Pour cela, les grandes entreprises publiques doivent mieux appréhender le marché à travers des études approfondies", a fait observer le président de la BASTP.

## HABITAT-ENTREPRENEURIAT

## Rencontre d'évaluation avec des micro-entreprises

Le secrétaire général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE, ex- ANSEJ) Abdenour Ghellab a présidé lundi une rencontre regroupant des représentants de onze (11) micro-entreprises d'hygiène et d'assainissement ayant bénéficié de plans de charge dans le cadre de l'application de la convention signée entre les deux agences.

Chaque entreprise avait signé un contrat renouvelable tous les 20 ans d'une valeur de quatre millions de dinars par an,

selon un communiqué du ministère délégué chargé des Micro-entreprises.

Lors de cette rencontre, tenue en présence du directeur général adjoint de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) au siège de l'agence locale de Bejaïa, M. Ghellab a donné des explications sur la teneur de la convention et son rôle dans l'octroi de plans de charge au profit des micro-entreprises. Il a également écouté les préoccupations des entrepreneurs. L'ANADE est en passe d'appliquer les axes de sa nouvelle stratégie, notam-

ment l'encouragement de la sous-traitance avec les entreprises nationales publiques et privées, permettant ainsi de relancer les micro-entreprises créées dans ce cadre, a affirmé M. Ghellab.

L'AADL et l'ANADE ont signé le 2 décembre 2020 une convention visant principalement l'encouragement et le soutien aux micro-entreprises pour accéder à la demande publique et bénéficiaire de la sous-traitance dans le cadre de projets à caractère public dans le secteur de l'habitat.

## ENERGIES RENOUVELABLES L'Etat se donne « 7 à 8 ans » pour la transition énergétique

Après les projets, voici venus le temps des objectifs. Les autorités algériennes comptent réaliser une véritable transition énergétique dans un délai de 7 à 8 ans, a annoncé le ministre de la Transition énergétique, Chamse-dine Chitour.

Pour le membre du gouvernement, qui s'exprimait hier à Alger, « l'Algérie est appelée à concrétiser sa transition énergétique en l'espace de 7 à 8 ans au maximum ». Intervenant à l'occasion de la 25e édition de la journée de l'énergie, consacrée à « la transition énergétique et le développement durable », M. Chitour a souligné que « l'Algérie dispose d'un délai de 7 à 8 ans seulement pour réaliser la transition vers les énergies renouvelables et sortir de la situation actuelle marquée par la dépendance aux énergies conventionnelles ».

Le ministère aspire à réaliser cet objectif à l'horizon 2030 de « façon raisonnable et en association avec tous les secteurs concernés », d'où l'importance d'appliquer "un plan Marshall" en matière des énergies renouvelables pour adopter un nouveau modèle énergétique, garantissant en plus de l'énergie solaire, les énergies thermique et éolienne.

M. Chitour a estimé, dans ce sens, que cette transition "relève d'une nécessité et non pas seulement d'une aspiration à la modernité", ajoutant que l'enjeu majeur est de sensibiliser, voire convaincre la société de l'importance de cette transition.

Des efforts sont lancés par le secteur pour la production de 1000 mégawatts d'hydrogène, a poursuivi le ministre, précisant que ce type d'énergie sera susceptible de remplacer le pétrole d'ici à 2030.

Il a préconisé, en outre, de lever « progressivement » la subvention sur les prix énergétiques, en veillant "à protéger les catégories à faibles revenus ».

D'autre part, le ministre est revenu sur les développements scientifiques enregistrés dans les domaines de l'intelligence artificielle, l'informatique et le numérique, susceptibles d'accélérer le processus de transition énergétique. A cet effet, il a cité la création prochaine de l'Institut de la transition énergétique à Sidi Abdallah qui sera chargé de former des compétences nationales et de développer des recherches spécialisées dans ce domaine.

Cette journée d'études se veut une occasion pour définir les priorités au titre du programme d'action du secteur de la transition énergétique, en sus de favoriser la pratique des activités de recherche et de formation, a affirmé pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.

Il a ajouté, par ailleurs, que le ministère de l'Enseignement supérieur met à la disposition du ministère de la Transition énergétique les différentes énergies humaines, des centres, des laboratoires de recherche, ainsi que des équipements relevant de sa compétence, pour concourir ensemble à faire aboutir ce processus constituant désormais « un impératif » face à la hausse de la consommation énergétique.

En plus de cela, le ministre a indiqué que M. Chitour a précisé que l'Algérie « entend généraliser progressivement les voitures électriques d'ici à 2030 afin de réduire l'utilisation du carburant ».

Les voitures électriques remplaceront progressivement les voitures essence et diesel, a souligné le ministre.

« Nous allons commencer par l'acquisition de 5.000 voitures électriques et l'installation de stations de recharge de ce type de véhicules », a-t-il déclaré, précisant que « le rechargement des voitures électriques coûte cinq fois moins chère que le plein des voitures fonctionnant au carburant ». M. Chitour a insisté sur la nécessité de sensibiliser la société à l'importance de se tourner vers les voitures électriques, rappelant que le ministère de l'Industrie suivait ce dossier.

Saïd Sadia

## INCLUSION FINANCIÈRE

## Des pistes pour bancariser l'activité commerciale

Alors que la récurrente question sur l'inclusion financière revient sur le devant de la scène, sur fond de baisse des ressources conventionnelles au sein des banques de la place, des cabinets de consulting et des économistes suggèrent de s'intéresser à certains secteurs qui échappaient jusqu'ici partiellement ou totalement au fisc et au système bancaire. C'est ce cas, par exemple, de FINABI, un cabinet de conseil en finances, qui, dans une note parvenue à notre rédaction, recommande aux pouvoirs publics de réduire le coût fiscal pour la grande distribution, suggérant un taux forfaitaire de 5% et aux banques de financer massivement les projets d'hypermarchés et supermarchés. FINABI estime que ces deux démarches permettront, l'une comme l'autre, de créer un effet levier sur l'inclusion financière et l'utilisation des moyens de paiement modernes. La finalité étant d'améliorer la bancarisation des



activités commerciales qui demeurent, selon ladite note, le maillon faible en matière de fiscalisation et de bancarisation. « La valeur de la production agricole a été supérieure à 3.300 milliards de dinars en 2020. Cette dernière est transigée à hauteur de 97% au niveau du circuit de distribution de détail (boucherie, primeurs non structurés et informel). Cette masse monétaire échappe chaque année au circuit bancaire car ces

détaillants appréhendent la sphère financière pour des raisons fiscales principalement et culturelles subsidiairement », estime FINABI dans sa note. Le cabinet soutient dans la foulée que ce foisonnement d'acteurs crée une pression sur l'offre qui induit une inflation galopante comme celle que nous avons vécu ce mois sacré. Ce pourquoi, les fondateurs dudit cabinet estiment dans leur analyse que l'investissement dans

la grande distribution pourrait améliorer la contribution du secteur commercial aussi bien en matière d'inclusion financière qu'en termes de recettes fiscales. « La grande distribution ne représente que 3% de l'activité commerciale en Algérie. En France, elle représente 70% du circuit de distribution des fruits et légumes et plus de 75% du circuit de distribution de viande », souligne FINABI, comme pour expliquer le bien-fondé de leur recommandation. « La grande distribution alimente le circuit bancaire, les détaillants ont une aversion envers la sphère financière », soutient le cabinet dans son analyse. Les recommandations des experts et des économistes arrivent dans un moment propice, étant donné l'intérêt que porte le gouvernement pour l'inclusion financière, considéré comme un levier non des moindres pour la bancarisation de l'argent de l'informel. Preuve en est que lors du dernier Conseil des ministres tenu dimanche, le prési-

dent de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit le gouvernement d'introduire des dispositions relatives à l'encouragement de l'inclusion financière en vue de capter les fonds en circulation dans le marché parallèle, notamment à travers une émission de bons de trésor. Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a estimé, il y a quelques semaines, à 6000 milliards de dinars les capitaux en circulation en dehors du marché bancaire. Cette somme correspond, selon le ministre, à 34,73% de la masse monétaire à fin 2020. Aymen Benabderrahmane a indiqué à la même occasion que plusieurs produits conformes aux préceptes de la Charia Islamique allaient être mis sur le marché afin de développer la finance Islamique, considéré comme étant un des outils de nature à améliorer la bancarisation des activités informelles.

Yani. T.

## EN QUÊTE DE NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT : UN NOUVEL EMPRUNT OBLIGATAIRE POUR CAPTER L'ARGENT DE L'INFORMEL

L'Etat est visiblement sur le point de procéder au lancement d'un nouvel emprunt obligataire. L'annonce a été faite par le président Tebboune qui, selon le communiqué du Conseil des ministres, a instruit le gouvernement d'introduire dans le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2021 des mesures devant permettre « l'encouragement de l'inclusion financière en vue de capter les fonds en circulation dans le marché parallèle, notamment à travers une émission de bons de Trésor ».

Selon le même communiqué en effet, le Conseil des ministres a suivi un exposé du ministre des Finances sur un projet d'ordonnance portant loi de finances complémentaire prévoyant une batterie de mesures relatives à la prise en charge des incidences de la crise sanitaire, à l'appui du programme de développement dans les zones d'ombre, aux dispositions législatives d'encouragement de la finance islamique et

de l'investissement dans des secteurs vitaux. La loi complémentaire prévoit de nouvelles augmentations des dépenses des budgets de fonctionnement et d'équipement.

### Déficit budgétaire abyssal

Avec une hausse de 350 milliards de dinars du budget de fonctionnement et de 179 milliards de celui d'équipement, portant ainsi leur niveau global respectivement à 5660 et 2970 milliards de dinars, le déficit budgétaire qui était déjà abyssal (13%) va passer à 16%. Explication : cette variation va permettre d'atteindre un niveau de dépenses qui équivaut à 8640 milliards de dinars, destinés notamment à faire face à de nombreuses charges liées à plusieurs secteurs». Ainsi, le Trésor vise à s'endetter encore une fois, vu que son déficit est de plus en plus important.

Le gouvernement cherche depuis quelque temps à mettre les bou-

chées doubles pour essayer de canaliser l'argent thésaurisé vers les banques. En avril dernier, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une de ses dernières prestations télévisées face à quelques représentants de la presse, a abordé la question du poids de l'argent informel dans l'économie et déclaré que son montant est « beaucoup plus important que celui communiqué récemment par la Banque d'Algérie ». Selon le chef de l'Etat, le montant des fonds en circulation dans le marché parallèle oscillerait entre 6000 et 10 000 milliards de dinars.

Les autorités du pays peinent depuis toujours à communiquer ou à déterminer le montant réel de ces quantités d'argent qui circulent dans l'informel. Les dernières estimations de la Banque d'Algérie, considérant que l'argent thésaurisé représente la moitié de ce qui est quantifié dans le parallèle, avancent un montant qui avoisine les 3000 milliards de dinars.

## TÉLÉPHONIE

### Ooredoo publie ses résultats financiers du 1er trimestre

Dans ses résultats financiers du premier trimestre de l'année en cours, diffusés hier, le groupe de télécommunication Ooredoo a estimé que les données chiffrées contenues dans son bilan « traduisent la solidité de la stratégie de Ooredoo, et cela dans un environnement dynamique et compétitif ». Commentant les résultats financiers de son groupe, le Directeur général adjoint de Ooredoo, Bassam Al Ibrahim a estimé que son groupe « entame l'année 2021 avec des résultats positifs, confirmant ainsi

le bienfondé de notre stratégie en matière de digitalisation, stratégie que nous poursuivons afin de pouvoir continuer à contribuer à l'économie numérique et au développement du secteur de la téléphonie mobile nationale ». Ainsi, les revenus de Ooredoo Algérie ont atteint 20.1 milliards de dinars au 1er trimestre 2021. Le résultat avant intérêts, impôts (taxes), dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations (EBITDA) a atteint 6.9 milliards de dinars à la même période, lit-on dans un communiqué

rendu public, hier, par Ooredoo Algérie. L'entreprise a indiqué dans le même communiqué que son parc clients a atteint 12.7 millions d'abonnés à fin mars 2021. « Au sein du Groupe, Ooredoo Algérie représente 11% du nombre d'abonnés et 5% du montant des investissements », précise le bilan de l'opérateur, soulignant que durant le premier trimestre 2021, Ooredoo Algérie a investi près de 1.5 milliards de dinars, notamment dans le renforcement et la modernisation de ses équipements réseau 3G et 4G.

## PRIX DES PRODUITS DE BASE

### La Banque mondiale relève une hausse quasi-générale

Dans son dernier rapport *Commodity Markets Outlook*, publié hier, la Banque mondiale relève une hausse quasi-générale des prix des produits de base au cours du premier trimestre de l'année, notant que les prix sont plus élevés qu'avant la pandémie. « Ces hausses s'expliquent par la reprise de l'activité économique mondiale et, dans certains cas, par des facteurs liés à l'offre, notamment en ce qui concerne le pétrole, le cuivre et certains produits alimentaires », explique la Banque mondiale. Deux produits ou groupes de produits concernent directement l'Algérie, dont elle est soit exportatrice ou bien une des grands pays importateurs mondiaux, à savoir le pétrole et les intrants alimentaires. Après avoir atteint des plateaux historiques pendant la pandémie, les prix du pétrole brut ont rebondi, à la faveur de la poursuite des réductions de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses partenaires, note la Banque mondiale. « La demande enregistre également une reprise progressive et devrait se raffermir au cours de l'année 2021, avec l'arrivée massive de vaccins et l'assouplissement des restrictions sur les voyages, en particulier dans les économies avancées », estime l'institution de Bretton Woods. De quoi alimenter l'optimisme du gouvernement qui, dans l'avant-projet de loi de finances complémentaire 2021, anticipe une hausse des recettes tirées de la commercialisation des hydrocarbures cette année, en raison d'une tendance nettement haussière des cours du brut. Cependant, la Banque mondiale met en garde dans son rapport sur les capacités de production de pétrole non-utilisées et qui pourraient limiter la hausse des prix cette année. « Si les réductions de production opérées par l'OPEP et ses partenaires (OPEP+) ont été essentielles pour éviter l'effondrement des cours, les importantes capacités de production inutilisées qui en résultent limiteront la hausse des prix sur la période de prévision. En outre, si l'endiguement de la pandémie faiblit, une nouvelle détérioration de la demande pourrait exercer des pressions sur l'accord de réduction de la production. Une rupture de l'accord risquerait d'entraîner une baisse sensible des prix du pétrole », lit-on dans le *Commodity Markets Outlook* qui note également que le gaz naturel et le charbon ont eux aussi enregistré de fortes hausses de prix au premier trimestre 2021. Au chapitre consacré à l'évolution des prix des produits agricoles, l'institution de Bretton Woods indique dans son rapport que son indice des prix agricoles a progressé de plus de 9% au premier trimestre 2021, poursuivant sur sa lancée du trimestre précédent. « Les prix sont supérieurs de 20% à ceux d'il y a un an, soit un niveau record depuis près de sept ans », précise la Banque mondiale. Cette institution financière multilatérale s'attend à ce que les prix agricoles se stabilisent en 2022 après une hausse qui devrait être de 13% cette année. « Les risques qui pèsent sur ces prévisions résident dans l'évolution des coûts de l'énergie, à court terme, et dans les politiques en matière de biocarburants dans le cadre de la transition énergétique, à plus long terme », explique la Banque mondiale.

Yani. T.

## RESSOURCES HYDRIQUES

## La distribution de l'eau maintenue malgré la sécheresse

**M**algré une pluviométrie en baisse et des réserves qui s'épuisent, les autorités veulent maintenir une distribution constante de l'eau potable dans plusieurs régions du pays.

A Alger, vitrine du pays, la distribution de cette denrée vitale ne changera pas. La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé lundi dans un communiqué que le programme de distribution d'eau pour la capitale, établi pendant le mois de Ramadhan est toujours en vigueur et reste inchangé. "Le programme de distribution d'eau potable établi le 7 avril 2021 durant le mois de Ramadhan pour Alger est toujours en vigueur et reste inchangé", a précisé la même source.

A Tarf, qui connaît des difficultés en approvisionnement, plus de 525 millions de DA ont été dégagés pour le financement de projets d'alimentation en eau potable (AEP) au profit de plus de 60 zones d'ombre relevant de la wilaya frontalière d'El Tarf, a-t-on appris lundi auprès de la direction des ressources en eau. Cette dotation financière est destinée à la concrétisation de 72 projets d'AEP à travers divers localités et ha-

meaux déshérités dépendant des communes de Boutheldja, Cheffia, Zitouna, Bougous, Tarf, Bouhadjar, Ain El Assel, Ain Kerma, Hammam Beni Salah, Oued Zitouna, Ben M'Hidi, El Chatt, Dréan, Chihani, Besbes, Zerizer et El Kala, a indiqué à l'APS le directeur des ressources en eau Nacer Mokhnache. Ces projets permettront l'alimentation en eau potable de quelque 48.604 âmes, résidant à travers les zones d'ombre de Lbrakna, Fedouï Moussa, Mekkassa, Nedjouda Bekhouche, Tefaha, Meradia, Khemssa, Statir, Boumia, Bourdime, Saad, El Hammam, Ouled Rhim et Hammam Sidi Trad, El Annab et Djantoura entre autres, a-t-il également fait savoir.

A Médéa, Trois importants projets du secteur des ressources en eau devant contribuer à l'amélioration de la distribution d'eau potable dans les régions visées de Médéa ont été touchés par une récente mesure de dégel, a-t-on indiqué mardi dans un communiqué des services de la wilaya. Appelée à renforcer l'infrastructure de distribution d'eau potable à travers plusieurs communes, cette mesure de lever du gel concerne, a-t-on précisé, le projet de raccorde-

ment de la ville de Médéa à partir du système de transfert des eaux du barrage de Koudiate Acerdoune, permettant ainsi de renforcer l'alimentation en eau potable au profit de cette agglomération urbaine qui compte plus de deux-cents mille (200.000) habitants.

La promesse de poursuivre la même cadence de l'alimentation en eau a été formulée hier par Mustaphe Mihoubi, ministre des Ressources en eau. « Nous ferons notre possible pour que la distribution se poursuive selon le programme arrêté avant le Ramadhan. Néanmoins, il faut comprendre que nous ne pouvons pas continuer à appliquer ce programme durant plusieurs mois car cela dépend de la disponibilité des eaux de surface », a déclaré le ministre à la presse en marge de la 25ème édition de la journée de l'énergie. A ce propos, le ministre a rassuré quant à la disponibilité des réserves des eaux de surface et des programmes complémentaires pour compenser le manque enregistré dans les eaux souterraines, relevant que son secteur oeuvre à assurer l'approvisionnement en eau dans toutes les wilayas sur la base de données scientifiques ».

Synthèse Saïd Sadia

## ACCOMPAGNÉ DU WALI D'ALGER

## Le ministre de la Santé inaugure de nouvelles structures

**E**n marge d'une visite dans des structures de santé à Alger, le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, qui était accompagné du wali d'Alger, Youcef Chorfa, a souligné la «nécessité d'améliorer les prestations sanitaires dispensées dans les services des urgences, notamment dans les polycliniques étant la première destination du malade et la structure sanitaire la plus proche de son lieu de résidence».

M. Benbouzid qui inaugurerait le service des urgences de la Polyclinique de la cité du 5-Juillet à Bab Ezzouar, a indiqué que son département «œuvre à améliorer les services des urgences au

niveau des polycliniques en les dotant de toutes les spécialités et des moyens humains et matériels, notamment de laboratoires et de services de radiologie pour une meilleure prise en charge des patients». Signalons que dans la capitale certaines polycliniques manquent cruellement de moyens humains et matériels. Des soins médicaux spécialisés, pourtant de grande nécessité, n'y sont pas dispensés aux patients. A Bordj El Bahri, pour ne citer que cette localité à titre d'exemple, la seule polyclinique qui couvre toute la région, ne dispose pas de diabétologue, ni de dentiste. Les malades doivent se rabattre sur les hôpitaux et les grandes structures hospitalières qui connaissent à leur tour une grande affluence, telle que l'hôpital de

Rouiba ou celui de Ain Taya qui a été réquisitionné pour la prise en charge des malades de la Covid-19. Au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Pacha, le ministre a inauguré l'unité de triage médical des urgences, estimant qu'elle permettra «une meilleure maîtrise de la situation en cas d'affluence importante des malades». Il a réaffirmé, par ailleurs, l'importance de «réserver un accès aux cas urgents en vue d'éviter l'encombrement enregistré au niveau des entrées du CHU situé au coeur d'Alger». Au niveau du même CHU, M. Benbouzid s'est enquis du taux d'avancement des travaux de réhabilitation du service de radiologie qui a été doté d'équipements médicaux sophistiqués, ce qui permettra,

## NÂAMA

## Opérations chirurgicales pour plus de 400 patientes

**U**ne récolte de 14.946 quintaux d'abricots est prévue à Nâama, lors de la campagne de cueillette pour la saison agricole en cours qui débutera fin mai, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le rendement moyen de ce fruit devra atteindre 77 quintaux (qx) par hectare sur une superficie de 193 hectares d'arbres répartis sur les zones distinctes de la wilaya, connue pour une production de variétés d'abricots de bonne qualité, en majorité dans les communes de Djenine Bourzeg et de Mogharar, selon le chef de service "Appui technique et régulation de la production végétale et animale" à la DSA, Tedj Merzouki.

La Direction des services agricoles prévoit également une stabilité de la surface productive et du rendement

des abricotiers durant la campagne en cours par rapport à l'année 2020 ayant connu une extension des terres réservées à l'arboriculture fruitière.

Pendant la cueillette (fin mai-début juin), les axes de routes nationales et vicinales longeant les abricotiers, la plupart dans les oasis du sud de la wilaya dont celles de "Hadjrat Meghil", de "Kalaat Cheikh Bouamama" et "Draa Essaa", sont très fréquentés par des clients à la recherche des meilleures variétés d'abricots.

Les communes du sud de la wilaya disposent de conditions importantes favorisant une augmentation du rendement de la production d'abricots, selon la même source, qui a indiqué qu'elles regorgent de ressources hydriques et de sols fertiles, en plus de compétences d'agriculteurs de la région dans la gestion et l'exploitation des abricot-

riers à la faveur de l'intensification de la vulgarisation agricole, a affirmé M. Merzouki.

Plusieurs facteurs subsistent, liés principalement aux intempéries dont la chute de la grêle et des orages, comme enregistrés dans la wilaya en mars dernier, coïncidant avec la période de floraison. Entre autres obstacles affectant le rendement des abricotiers dans la wilaya, les vents au moment de la floraison, selon la même source. La DSA de la wilaya fournit tous les moyens pour développer l'arboriculture sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif, en garantissant entre autres le soutien aux agriculteurs pour adopter le système d'irrigation "goutte à goutte", a fait savoir M. Merzouki, soulignant que la superficie totale des arbres fruitiers dans la wilaya est actuellement de plus de 517 ha.

## MOSTAGANEM

## Décès du moudjahid Hamou Senoussa



**L**e moudjahid Hamou Senoussa, un des déclencheurs de la glorieuse guerre de libération nationale dans la région de la Dahra, est décédé lundi soir dans la commune de Benabdelmalek Ramdane (Mostaganem) à l'âge de 91 ans et inhumé mardi au cimetière de cette collectivité locale, a-t-on appris mardi auprès de la direction des moudjahidine et ayants droit.

Né en 1930 dans la commune de Sidi Belattar (wilaya de Mostaganem), le défunt fut membre de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) et fut emprisonné par le colonisateur français de 1954 jusque décembre 1960, selon les données du service du patrimoine historique et culturel. Le chercheur spécialiste en histoire locale, Hadj Becheikh, a précisé à l'APS que le moudjahid Hamou Senoussa fut un des membres du groupe ayant mené les premières opérations contre le colonisateur la nuit du 1er novembre 1954 dans la Dahra dans la wilaya de Mostaganem. Il fut arrêté par l'armée coloniale, torturé et emprisonné.

Le corps du défunt moudjahid a été inhumé mardi en début d'après-midi (prière du Dohr) au cimetière de la commune de Benabdelmalek Ramdane.

## AÏN TEMOUCHENT

## Quatre navires participeront à la pêche au thon rouge

**Q**uatre navires de la flottille de pêche d'Aïn-Temouchent participeront à la campagne nationale de la pêche au thon rouge dont le lancement est prévu à compter du 26 mai prochain au large, a-t-on appris mardi du directeur de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques. Un quota de 270,38 tonnes est accordé pour les quatre navires d'Aïn-Temouchent participant à cette campagne sur un quota global de 1.650 tonnes fixé par la commission internationale de préservation des thonidés de l'atlantique (ICAT) pour l'Algérie, a précisé Medjdoub Benali.

La wilaya d'Aïn Temouchent a gardé le même nombre de navires participant à la campagne de la pêche au thon rouge par rapport aux deux années précédentes, mais elle a enregistré une augmentation de 20 tonnes au quota qui lui a été accordé, par rapport à l'année 2020 et qui était de l'ordre de 250 tonnes pour l'ensemble des quatre navires, a indiqué le même responsable. L'ensemble des navires prendront le départ à partir des ports de Bouzedjar et de Beni Saf (Aïn Temouchent) et se dirigeront vers la haute mer pour participer à la campagne de pêche au thon, qui se poursuivra jusqu'au 1er juillet prochain, selon la même source.

Concernant l'aspect préventif propre aux équipages des quatre navires de pêche, les responsables du secteur ont, en coordination avec les services sanitaires, donné des conseils sanitaires et des recommandations pour le respect des mesures préventives contre la Covid-19, a-t-on fait savoir.

## START-UPS

# L'innovation, un moyen pour relever le défi du développement durable

Les participants à une conférence régionale sur les startups ont plaidé lundi à Ghardaïa pour l'exploitation de la technologie et de l'innovation comme moyen pour relever le défi du développement durable dans le pays notamment dans les régions du Sud.

Intervenant à l'ouverture de cette conférence régionale des Start-ups dédiée aux wilayas du Sud du pays, dénommée "Ghardaïa Disrupt", des membres du Gouvernement ont mis en exergue l'importance de l'implication de l'ensemble des acteurs et partenaires du développement pour la démocratisation de l'utilisation de la technologie digitale et de l'innovation dans la création de la richesse et la réduction de la dépendance de l'étranger en matière de maintenance, de pièces de rechange et autres outils.

"L'objectif étant, à travers l'encouragement à l'utilisation de la technologie digitale et l'innovation, d'enrichir les services à forte valeur ajoutée pour les startups et de susciter un impact positif



pour relever le défi du développement durable, avec la participation de tout le monde, chacun dans son secteur", a indiqué le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups, Yacine El-Mahdi Oualid.

Le ministre a exhorté les participants à

cette rencontre, particulièrement les jeunes, à avoir confiance en leurs compétences et en leur potentiel mais aussi à veiller à s'inscrire dans tous les efforts de développement menés à l'échelle nationale.

Il a rappelé, à ce titre, que "l'accompagnement des projets innovants des jeunes figure parmi les priorités du programme d'action du Gouvernement pour la création de richesse et d'emplois", ajoutant que "l'appui des Startups constitue l'un des supports pour la relance d'un nouveau modèle économique durable reposant sur la nouvelle technologie et l'économie du savoir".

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, de son côté, que l'organisation de ces conférences régionales des startups montre "l'attention accordée par l'Etat aux entreprises émergentes et innovantes", estimant que "l'innovation est la seule issue pour bâtir une économie moderne basée sur les capacités scientifiques et les compétences des jeunes".

## MOSTAGANEM

## Décès du moudjahid Hamou Senoussa

Le moudjahid Hamou Senoussa, un des déclencheurs de la glorieuse guerre de libération nationale dans la région de la Dahra, est décédé lundi soir dans la commune de Benabdelmalek Ramdane (Mostaganem) à l'âge de 91 ans et inhumé mardi au cimetière de cette collectivité locale, a-t-on appris mardi auprès de la direction des moudjahidine et ayants droit. Né en

1930 dans la commune de Sidi Belattar (wilaya de Mostaganem), le défunt fut membre de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) et fut emprisonné par le colonisateur français de 1954 jusqu'à décembre 1960, selon les données du service du patrimoine historique et culturel. Le chercheur spécialiste en histoire locale, Hadj Becheikh, a précisé à l'APS que le moudjahid

Hamou Senoussa fut un des membres du groupe ayant mené les premières opérations contre le colonisateur la nuit du 1er novembre 1954 dans la Dahra dans la wilaya de Mostaganem. Il fut arrêté par l'armée coloniale, torturé et emprisonné. Le corps du défunt moudjahid a été inhumé mardi en début d'après-midi (prière du Dohr) au cimetière de la commune de Benabdelmalek Ramdane

## EXAMENS DU BAC ET DU BEM À MÉDÉA

## C'est parti pour les épreuves d'éducation physique et de sport (EPS)

Plus de 3 500 candidats libres dans la wilaya de Médéa passent les épreuves d'éducation physique et sportive (EPS) du baccalauréat qui se déroulent du 16 au 19 du mois courant. Par ailleurs, ceux du cycle moyen dont l'effectif est de 258 seront attendus pour les mêmes épreuves à partir du 23 mai, selon le calendrier établi par l'Onec (Office national des examens et concours). Selon Zinedine Benbouzid, directeur local de l'éducation, toutes les mesures

nécessaires organisationnelles et pédagogiques ont été prises pour la réussite de l'événement. Aussi, avancera-t-il, 5 centres d'examen ont été mobilisés pour accueillir les candidats dans les meilleures conditions au moment où 100 encadreurs ont été réquisitionnés pour toute la durée des épreuves.

D'autre part, 5 autres centres ont été réservés à la restauration. Un protocole sanitaire rigoureux, voir renforcé, a été mis en place avec le concours de toutes

les instances habilitées, en l'occurrence la DSP et la Protection civile. Dans le même contexte, et s'agissant cette fois-ci du BEM sportif, les épreuves sportives se dérouleront dans un seul centre vu le nombre restreint des candidats qui seront encadrés par 20 personnes. Un centre sera érigé en cantine. Cette fois encore, les examens auront lieu dans un contexte sanitaire des plus stricts et des plus adaptés à la lutte contre la pandémie de la Covid-19

## BOUMERDÈS

## 6 enfants retirés sans vie de marres d'eau

Lourd est le bilan que nous a communiqué le porte-parole de la Protection civile de Boumerdès de noyades d'enfants et d'adolescents à la recherche de lieux pour s'amuser et se rafraîchir.

Des drames qui ont endeuillé des familles. Des disparitions tragiques d'enfants et d'adolescents au nombre de 6 âgés de 10 à 16 ans ont été enregistrées entre le 13 mars et le 15 mai 2021 dans la wilaya de Boumerdès.

Cette hécatombe a commencé le 14 mars dans la commune de Kherrouba par la mort de 2 enfants qui nageaient dans un bassin mitoyen au grand barrage. Le lendemain, le 15 mars 2021,

un autre enfant des Issers s'est noyé dans une marre d'eau. Le dernier drame a été enregistré 2 jours après les fêtes de l'Aïd el-Fitr dans la commune de Benchoud. Le lieutenant Hocine Bouchachia, porte-parole de la Protection civile de la wilaya, a, par ailleurs, indiqué qu'un enfant a été sauvé en mer en début de ce mois, malheureusement il est décédé au cours de son évacuation à l'hôpital. Justement à cet effet, l'officier lance un appel pressant aux parents. «Ces jours-ci, les plages sont prises d'assaut. Or, tout le monde sait que le dispositif sécuritaire sur les plages n'est pas encore mis en place. En cas de baigneurs en difficulté, les

sauveteurs ne peuvent pas intervenir rapidement. Tout le monde sait que la noyade pourrait survenir en quelques secondes. Alors, j'attire l'attention des parents pour sensibiliser leurs enfants sur le danger que représente la mer sans la présence des sauveteurs. Je rappelle aussi à l'occasion aux familles habitant à proximité des barrages, retenues collinaires et autres marres d'eau les dangers de la vase, des mauvaises herbes et des profondeurs que personne ne soupçonne.» Effectivement la mer, les barrages, les puits et autres marres d'eau causent chaque année un nombre impressionnant de morts par noyade dans la wilaya.

## CHLEF

## Une nouvelle université inaugurée Située à El Hassania, cette nouvelle université sera opérationnelle dès la prochaine rentrée universitaire

Une nouvelle université de 6000 places pédagogiques, dotée de deux résidences de 3500 lits, a été inaugurée le 4 mai à El Hassania, dans la commune de Chlef, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.

Elle vient s'ajouter aux trois campus existants à Chlef et Ouled Farès ainsi qu'au nouvel Institut des sciences maritimes à Ténès. La nouvelle université, tant attendue par la communauté universitaire et la population de la région, pourra-t-elle devenir un pôle de référence ?

C'est du moins ce qui est vivement espéré en termes de couverture des besoins de la formation universitaire, de la recherche scientifique et des exigences du développement technologique.

Cela apparaît, d'autant plus légitime que cette réalisation, qui a coûté plusieurs milliards et s'étend sur 45 ha, comprend une série de laboratoires de recherches et autant de structures d'enseignement pouvant répondre aux objectifs stratégiques assignés à ce type d'établissement.

Parmi les projets les plus attendus, figure la faculté de médecine qui était prévue depuis longue date. Interpellé une nouvelle fois sur le sujet lors de sa récente visite à Chlef, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fait savoir que le projet est à l'étude de concert avec le ministère de la Santé qui est chargé de la mise en place d'un établissement hospitalo-universitaire dans la région.

Par ailleurs, au sujet de la proposition de faire de l'université d'El Hassania, un pôle de recherches scientifiques au centre-ouest du pays, le ministre de l'Enseignement supérieur s'est montré favorable en préconisant une solution en concertation directement avec les dirigeants de l'université de Chlef. L'annonce en question a été favorablement accueillie par les étudiants et les enseignants universitaires, et cela d'autant plus que le nouveau pôle universitaire dispose d'une série de laboratoires de recherches et de moyens appropriés pour devenir une véritable «cité des sciences».

L'université d'El Hassania, qui s'étend sur 45 ha, longeant l'autoroute Est-Ouest, a été réalisée par une entreprise chinoise. Le projet inscrit depuis 2015 n'a connu un lancement effectif qu'en 2018, selon les informations que nous avons recueillies sur place.

Le campus et ses deux résidences seront officiellement opérationnels lors de la prochaine rentrée universitaire en renforçant les trois pôles existants au centre de Chlef, à Ouled Fares et Ténès. Il accueillera principalement les étudiants et enseignants de la faculté des sciences économiques et sciences de gestion ainsi que ceux d'autres établissements universitaires en préfabriqué datant des années 80.

## ALGER

## Le programme de distribution d'eau potable établi pendant le Ramadhan maintenu

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé lundi dans un communiqué que le programme de distribution d'eau pour la capitale, établi pendant le mois de Ramadhan est toujours en vigueur et reste inchangé.

"Le programme de distribution d'eau potable établi le 7 avril 2021 durant le mois de Ramadhan pour Alger est toujours en vigueur et reste inchangé", a précisé la même source.

# Premier sujet: Le fils aîné fait les prières en dette de son père à sa place

**Q.569:** Il est obligatoire, par précaution, que le fils fasse les prières en dette que son père n'avait pas faites en ayant une excuse ou dans certains cas d'urgence sans avoir à faire celles que le père avait laissées par désobéissance et en ayant la volonté assurée d'abandonner la prière toute sa vie ou en ayant une excuse comme une maladie ou autre chose de ce genre ne lui permettant pas de les faire en dette durant toute sa vie; car, dans ces cas, elles ne sont pas obligatoires pour le fils. Par contre, il n'est pas obligatoire au fils aîné de faire les prières en dette que sa mère a ratées bien que cela soit conseillé par reconnaissance et bienfaisance envers la mère.

**Q.570:** Pour que le fils aîné soit obligé de faire les prières en dette citées, on a les conditions suivantes:

a- Qu'il soit mâle; si sa descendance n'est que des filles alors il n'est pas obligatoire à la fille aînée de faire les prières en dette que son père n'a pas faites.

b- Qu'il soit raisonnable et pubère au moment de la mort de son père car il n'est pas obligatoire au non pubère de faire les prières en dette de son père, même après avoir atteint la puberté.

c- Qu'il ne lui soit pas interdit d'hériter pour une raison comme dans le cas où il aurait tué son père.

**Q.571:** On n'entend pas par le fils le plus grand, le fils aîné, on entend par cela, le plus grand au moment du décès du père; si l'aîné est mort pendant la vie du père, l'obligation passe au plus grand après lui, la présence de filles plus grandes ne gêne pas à la nomination du fils le plus grand.

**Q.572:** L'obligation de faire les prières en dette est annulée pour le fils le plus grand dans plusieurs cas:

a- Si le père a fait comme testament de faire ces prières en dette en les déduisant du tiers de son héritage et que ce testament soit exécuté.

b- Si le fils le plus grand meurt avant de faire les prières en dette que le père avait ratées, il n'est pas obligatoire de déduire l'équivalent du prix de la location pour faire ces prières des biens de ce fils le plus grand et cette obligation ne passe pas au fils le plus grand suivant.

c- S'il loue, avec son propre argent et non pas avec celui du mort, quelqu'un pour le remplacer ou si quelqu'un donne ce prix comme acte de bienfaisance.

**Q.573:** Si le fils le plus grand ne veut pas faire ces prières en dette, il est obligatoire par précaution -si cela est possible-



de prendre le prix de la location pour faire ces prières de sa part d'héritage, cela avec l'autorisation du gouverneur législatif ou de faire ces prières en dette à sa place si on n'a que peu de temps [pour les faire] et qu'on risque de les rater.

**Q.574:** Si on doute que le mort a raté des prières, il n'est pas obligatoire de les faire en dette; si on sait cela mais qu'on doute de leur nombre, on considère qu'on a à faire le [nombre] minimum; par contre, si on connaît ce [le nombre de prières en dette] qu'il avait à faire et qu'on ne sait pas si le père les avait faites ou non, il est obligatoire de les faire en dette à sa place.

Deuxième sujet: La prière de location.

**Q.575:** Il est licite de louer quelqu'un pour faire les prières et les autres adorations à la place des morts et leur responsabilité est déchargée suite à la réalisation de ces actes par la personne louée.

**Q.576:** On considère que la personne louée doit avoir les conditions suivantes:

- 1- La raison.
- 2- La croyance.
- 3- La puberté, par précaution.
- 4- La probabilité que les actions soient faites correctement qui vient de la probabilité que cette personne connaît les qualifications, ne serait-ce que par la méthode de la précaution.

5- Que cette personne ne soit pas de ceux qui ont des excuses comme celui qui est incapable de se mettre debout, le Masslous, celui qui fait le Taya-moum sauf dans le cas où on n'en trouve pas d'autre; il est problématique que ces personnes se présentent pour les faire gratuitement; d'un autre côté; il n'est pas loin de pou-



voir louer celui qui met un pansement ou de les faire par une action gratuite mais il vaut mieux éviter ces deux cas.

**Q.577:** On n'a pas la condition que la personne soit juste bien qu'il vaut mieux qu'il en soit ainsi au moment de lui demander de faire cela, apparemment il suffit d'avoir la certitude à l'origine que cette action est faite à la place du mort et la probabilité que cette action est faite correctement; il est licite de louer quelqu'un pour le charger de la responsabilité de faire les prières en dette à sa place ou à celle de son père et il est licite que cela soit fait gratuitement.

**Q.578:** La ressemblance de sexe n'est pas obligatoire entre la personne louée et la personne pour qui elle fait la prière, pour le fait de faire la prière à voix haute ou basse, on respecte l'état de la per-

sonne louée et non celui de la personne pour qui on fait la prière.

**Q.579:** Il est indispensable que la personne louée fasse les prières avec ses actions conseillées, selon la manière coutumière, sauf si le loueur détermine une manière spécifique pour cela et, dans ce cas, elle a le devoir de la respecter.

**Q.580:** La personne louée a la liberté d'agir en fonction de son propre Ejtihad ou Taqlid en faisant la prière sauf si on met la condition qu'elle soit faite selon l'Ejtihad ou le Taqlid du mort car alors il est obligatoire de respecter cela; la personne louée a la liberté de se référer aux qualifications de l'oubli et du doute à son Ejtihad ou Taqlid et il ne lui est pas obligatoire de refaire la prière sauf si on a mis cette condition.a

# Le de

**V**ous vous trouvez jours bénis ; dix quels se trouvent nédition qui ne se trouve autres jours ; dans ces dix une nuit qui est meilleure celui qui sera privé de son- tablement privé ; c'est un "Durant laquelle est dé- sage" [ Sourate La Fumée Pendant cette nuit, les ac- leurs que les actions acco- quatre-vingt trois ans ; qui- rant cette nuit en étant cro- rant recevoir la récomp- commis dans le passé ser- Au nom d'Allah le Mis- Très Miséricordieux : "Nous l'avons certes, fai- Coran) pendant la nuit d' te dira ce qu'est la nuit d- nuit d'Al-Qadr est meill- mois. Durant celle-ci- Anges, ainsi que l'Esprit, de leur Seigneur pour tou- paix et salut jusqu'à l' l'aube" [ Sourate Al-Qadr

# Les dix jours bénis de Ramadan



au début de dix jours dans lesquels le bien et la bénédiction ne se trouvent pas dans les dix jours, se trouve que mille mois, le bien, sera véritablement la nuit bénie : l'ange qui a été créé tout ordre (verset 4) et les anges sont meilleurs que les anges pendant la conquête de la prière du matin et en espérance, ses péchés sont pardonnés. Le Seigneur est très miséricordieux, le Seigneur descend (le verset 1-5).

Les anges descendent beaucoup durant cette nuit à cause de l'abondance de sa miséricorde ; et en ce qui concerne l'Esprit, il est dit que c'est l'ange Gabriel ; et il est aussi que ce sont des anges particuliers. Et il faut faire des efforts pour rechercher cette nuit pendant les dix derniers jours du mois de Ramadan, et augmenter les bonnes œuvres, les invocations et les demandes adressées à Allah durant cette nuit. Et il est de la Sunnah que la personne dise pendant cette nuit : "O Seigneur ! Tu es Grand Pardonneur et Tu aimes le pardon, donc pardonne-moi ! O Seigneur ! Tu es Grand Pardonneur et Tu aimes le pardon, donc pardonne-moi !" [Rapporté par l'imam Ahmed, et les auteurs des Sunnanes, d'après Aïcha]. Et sachez - qu'Allah vous protège - que les efforts durant ces dix derniers jours, doivent être accomplis avec sincérité et en suivant la Sunnah du prophète ; de même que l'I'tikaaf (la retraite spirituelle) fait partie de la Sunnah pendant ces dix derniers jours, car le prophète l'accomplissait pendant les dix derniers jours jusqu'à ce

qu'il mourut, comme il est rapporté dans les deux recueils de hadiths authentiques et dans d'autres livres de hadiths. Et cet effort ne doit pas être troublé par l'excès en essayant de connaître cette nuit à travers certains effets et signes qui ont été rapportés, ou ce qui est raconté chaque année par certaines personnes qui commentent les rêves ou qui voient des choses en rêve, et sur lesquelles aucune loi religieuse ne peut être fondée, comme l'ont mentionné An-Nawawi, Ach-Chaatibi, Cheikh Al-Islam, Ibn Al-Quayyim et d'autres ; de plus le prophète la vit en rêve et on la lui fit oublier. Et il ne faut pas tenir compte du fait que certains commentateurs des rêves disent que le prophète dit à ses compagnons : "Je vois que vos rêves s'accordent", car l'interprétation du prophète est une vérité, et ce qu'il dit est une vérité soutenue par la révélation, ce qui ne l'est pas concernant les autres personnes. De plus, la circulation des rêves entre les gens au sujet de la nuit du destin, est une perte de temps, et un piège du diable afin qu'il corrompe leur détermination et négligent de prier les

autres nuits. Et ce qui est juste selon les savants, est que personne ne peut déterminer la nuit du destin avant qu'elle ne vienne, mais au contraire, la connaissance de cette nuit a été élevée [auprès d'Allah] jusqu'au jour du jugement, et il est donc impossible qu'une personne la voit, qu'elle soit un commentateur des rêves, un bien-aimé d'Allah, un saint ou un savant. Et Al-Boukhari a rapporté dans son recueil de hadiths authentiques, d'après Oubaadah ibn As-Saamit qui a dit : « Le messager d'Allah sortit pour nous parler de la nuit du destin, et deux hommes parmi les musulmans s'affrontèrent. Il dit alors : "Je suis sorti pour vous parler de la nuit du destin (pour vous annoncer le jour de la nuit du destin), alors untel et untel s'affrontèrent, et elle fut élevée [relevée] ; donc, il se peut que ce soit mieux pour vous ainsi ; recherchez-la donc durant la neuvième, la septième et la cinquième nuit" [c'est-à-dire la nuit avant le vingt-cinquième jour, le vingt-septième jour et le vingt-neuvième jour]. Et la sagesse - serviteurs d'Allah - qui se

trouve dans ce qu'elle fut cachée, a été voulue par Allah pour que ceux qui la recherchent fassent des efforts durant les dix derniers jours complets, c'est la raison pour laquelle le prophète faisait la retraite spirituelle pendant les dix derniers jours, afin qu'il puisse trouver cette nuit. Puis, sachez que ce qui est le plus juste concernant ce qui a été rapporté sur le signe de cette nuit après qu'elle soit passée, ce que Mouslim a rapporté dans son recueil de hadiths authentiques, qu'Oubaï ibn Kâab a mentionné que son signe distinctif est : "Que le soleil se lève le matin suivant la nuit du destin en étant blanc sans aucun rayon". Et il se peut que ce soit un effort d'interprétation provenant de lui, et il se peut que ce soit particulier à la nuit du destin qu'ils trouvèrent à leur époque. Et Allah Seul détient la science. Craignez donc Allah ô Musulmans, empressez-vous d'accomplir les actions avant qu'il ne soit trop tard, et hâtez-vous d'aller vers un Paradis dont la largeur correspond aux ciels et à la terre, et qui a été préparé pour les pieux.

# Diabète : Complications possibles du diabète

**A** long terme, les personnes diabétiques qui ont un contrôle inadéquat de leur maladie risquent diverses complications, principalement parce qu'une hyperglycémie prolongée cause la détérioration des tissus des capillaires sanguins et des nerfs, de même qu'un rétrécissement des artères. Ces complications ne touchent pas tous les diabétiques, et lorsqu'elles le font, c'est à des degrés très divers. Pour en savoir plus, consulter notre fiche Complications du diabète.

En plus de ces complications chroniques, un diabète mal contrôlé (par exemple à cause d'oublis, de mauvais calcul des doses d'insuline, de besoins en insuline soudainement modifiés à la suite d'une maladie ou d'un stress, etc.) peut entraîner les complications aiguës suivantes :

## Acidocétose diabétique

Il s'agit d'un état qui peut être fatal. Chez les personnes diabétiques de type 1 non traitées ou qui reçoivent un traitement inadéquat (manque d'insuline, par exemple), le glucose reste dans le sang et n'est plus disponible pour être utilisé comme source d'énergie. (Cela peut aussi se produire chez les personnes diabétiques de type 2 traitées à l'insuline.) L'organisme doit donc remplacer le glucose par un autre carburant : les acides gras. Or, l'utilisation des acides gras produit des corps cétoniques qui, eux, augmentent l'acidité de l'organisme.

Symptômes : une haleine fruitée, une déshydratation, des nausées, des vomissements et des douleurs abdominales. Si personne n'intervient, une respiration difficile, un état de confusion, le coma et la mort peuvent survenir.

Comment la détecter : une glycémie élevée, le plus souvent autour de 20 mmol/l (360 mg/dl) et parfois plus.

Que faire : si une acidocétose est détectée, se rendre au service d'urgence d'un hôpital et contacter son médecin par la suite afin d'ajuster la médication.

## Tester les corps cétoniques

Certains diabétiques, lorsque le médecin le conseille, utilisent un test supplémentaire pour dépister l'acidocétose. Il s'agit de déterminer la quantité de corps cétoniques présents dans l'organisme. Le taux peut être mesuré dans l'urine ou dans le sang.

Le test d'urine, appelé test de cétonurie, requiert l'usage de petites bandelettes que l'on se procure en pharmacie. Il faut d'abord mettre quelques gouttes d'urine sur une bandelette. Ensuite, comparer la couleur de la bandelette avec les couleurs de référence fournies par le fabricant. La couleur indique la quantité approximative de corps cétoniques dans l'urine. Il est aussi possible de mesurer le taux de corps cétoniques dans le sang. Certains appareils de glycémie offrent cette option.

## État hyperosmolaire

Lorsque le diabète de type 2 n'est pas soigné, le syndrome hyperosmolaire hyperglycémique peut se manifester. Il s'agit là d'une véritable urgence médicale qui est fatale dans plus de 50 % des cas. Cet état est causé par l'accumulation du glucose dans le sang, dépassant 33 mmol/l (600 mg/dl). Symptômes : l'augmentation des mictions, une soif intense et d'autres symptômes de déshydratation (perte de poids, perte de l'élasticité de la peau, assèchement des muqueuses, accélération du rythme cardiaque et hypotension artérielle).

Comment le détecter : une glycémie qui dépasse 33 mmol/l (600 mg/dl).

Que faire : si un état hyperosmolaire est détecté, se rendre au service d'urgence d'un hôpital et contacter son médecin par la suite afin d'ajuster la médication.

## Les symptômes du diabète

Peu importe le type de diabète, les symptômes sont les mêmes. Ils sont souvent plus insidieux dans le cas du diabète de type 2.

- Une élimination excessive d'urine (il est fréquent de se lever la nuit pour aller uriner).
- Une perte de poids.
- Une faiblesse et une fatigue excessives.
- Une vision floue.
- Une augmentation de l'occurrence et de la récurrence des infections de la peau, des gencives, de la vessie, de la vulve ou du prépuce.
- Un ralentissement du processus de cicatrisation.

• Un engourdissement ou un fourmillement dans les mains et les pieds.

Note. Un diabète non traité ou mal contrôlé cause des symptômes graves qu'il est important de savoir reconnaître. Consulter la fiche Complications du diabète.

## Les personnes à risque et facteurs de risque du diabète

### Personnes à risque

Les personnes qui ont une prédisposition génétique. Autant pour le diabète de type 1 que de type 2, il semble que la prédisposition génétique soit un facteur déterminant pour l'apparition de la maladie.

### Facteurs de risque

Si les connaissances sont minces quant aux facteurs de risque du diabète de type 1, il est maintenant clair que la sédentarité, l'alimentation à l'occidentale (riche en gras saturés et en produits animaux, pauvres en fibres végétales), le surplus de poids (surtout lorsque le gras se concentre dans l'abdomen) et l'hypertension multiplient le risque de diabète de type 2.

Pour plus de détails, consulter nos fiches Diabète de type 1 et Diabète de type 2.

## Les traitements médicaux du diabète

À ce jour, on n'a pas encore trouvé de cure permettant de guérir le diabète. Le traitement proposé vise à rétablir des valeurs normales de glycémie. Le respect du traitement ainsi que le suivi médical est cependant crucial pour éviter les complications aiguës et chroniques.

Le médecin établit un plan de traitement en se basant sur les résultats des tests sanguins, le bilan de santé et les symptômes. Consulter une infirmière, une nutritionniste et, si possible, un kinésologue aide à mieux diriger les efforts et à contrôler adéquatement la maladie.

Avec une médication adéquate, un bon régime alimentaire et quelques modifications au mode de vie, les personnes diabétiques peuvent mener une vie pratiquement normale.

## Médicaments

Diabète de type 1. La médication habituelle est toujours l'insuline, administrée avec des injections quotidiennes ou de façon continue à l'aide d'une petite pompe reliée à un cathéter placé sous la peau.

Diabète de type 2. Il existe 3 types de médicaments (en comprimés) ayant chacun leur mode d'action : stimuler la production d'insuline par le pancréas; aider les tissus à utiliser l'insuline pour absorber le glucose; ou ralentir l'absorption intestinale des sucres. Ces différents médicaments peuvent être utilisés seuls ou combinés pour améliorer leur efficacité. Les diabétiques de type 2 ont parfois besoin d'insulinothérapie.

Diabète gestationnel. Des études indiquent que le traitement prévient efficacement certaines complications pour la mère et le fo-

tus. Habituellement, des changements au régime alimentaire et un contrôle du poids suffisent à maintenir la glycémie dans les valeurs normales. Au besoin, de l'insuline ou plus rarement certains médicaments hypoglycémisants sont offerts.

Se reporter aux fiches sur les types de diabète pour en savoir davantage sur les traitements médicaux.

Pour savoir comment prévenir et traiter les troubles associés au diabète, à long terme, consulter notre fiche Complications du diabète.

## Quand et comment mesurer sa glycémie?

La glycémie est une mesure de la concentration du glucose (sucre) dans le sang. Les personnes diabétiques doivent surveiller leur glycémie de près afin d'ajuster leur médication (en fonction de l'alimentation, de l'exercice physique, du stress, etc.) et de maintenir en tout temps une glycémie aussi près que possible de la normale. Le contrôle de la glycémie est d'autant plus important qu'il permet de réduire ou de prévenir les complications du diabète.

Normalement, les personnes atteintes du diabète de type 1 mesurent leur glycémie 4 fois par jour (avant chaque repas et avant le coucher), tandis que celles qui souffrent du diabète de type 2 peuvent généralement se contenter d'une mesure quotidienne ou, dans certains cas, de 3 lectures par semaine (voir notre nouvelle Les tests de glycémie maison sont-ils utiles pour les diabétiques non traités à l'insuline?).

## Lecture de la glycémie

Grâce à un autopiqueur, le sujet prélève une goutte de sang sur le bout de son doigt et la soumet à l'analyse d'un lecteur de glycémie qui, en quelques secondes, affichera le taux de glucose sanguin. Les résultats de ces analyses seront conservés dans un carnet ou dans un logiciel conçu à cet effet (par exemple, OneTouch® ou Accu-Chek 360®). Un modèle récent de lecteur s'offre sous forme de clé USB avec logiciel intégré (Contour® USB), ce qui peut faciliter le suivi des résultats. On peut se procurer un lecteur de glycémie dans la plupart des pharmacies. Les modèles étant nombreux et variés, il est conseillé de consulter son médecin ou un autre spécialiste du diabète afin de se procurer le modèle le mieux adapté à ses besoins.

## Valeurs glycémiques pour les adolescents et les adultes diabétiques

### Moment de la journée

Glycémie optimale

Glycémie inadéquate (intervention requise)

À jeun ou avant le repas

Entre 4 et 7 mmol/l

ou

entre 70 et 130 mg/dl

Égale ou supérieure à 7 mmol/l

ou

130 mg/dl

Deux heures après le repas (postprandial)

Entre 5 et 10 mmol/l

ou

entre 90 et 180 mg/dl

Égale ou supérieure à 11 mmol/l

ou

200 mg/dl

L'unité mmol/l représente une unité de masse molaire du glucose par litre de sang. Source : Guide de pratique clinique 2008 de l'Association canadienne du diabète.

En cas d'hyperglycémie ou d'hypoglycémie Les personnes diabétiques sont plus sujettes à des variations extrêmes de leur glycémie. Il est donc important de savoir comment réa-

gir si la situation se présente.

Hyperglycémie.

Une augmentation de la concentration de glucose dans le sang : lorsque, à jeun, la glycémie est supérieure ou égale à 7 mmol/l (130 mg/dl) ou que 1 ou 2 heures après un repas, elle s'élève à 11 mmol/l (200 mg/dl) ou plus. Les symptômes sont ceux du diabète : une élimination excessive d'urine, une soif et une faim accrues, de la fatigue, etc.

## Causes

- Consommer des aliments sucrés en quantité supérieure à ce qui est permis.
- Diminuer ses activités physiques.
- Effectuer un mauvais dosage des médicaments : manque d'insuline ou de médicaments hypoglycémisants.
- Vivre un stress.
- Une infection grave, comme une pneumonie ou une pyélonéphrite (infection du rein), car cela augmente les besoins en insuline.
- Prendre certains médicaments (les glucocorticoïdes comme la cortisone, par exemple, augmentent la glycémie).

## Que faire

- Mesurer sa glycémie.
- Si la glycémie dépasse 15 mmol/l (270 mg/dl) et si on est diabétique de type 1, mesurer le taux de corps cétoniques dans l'urine (test de cétonurie : voir plus haut).
- Boire beaucoup d'eau pour éviter la déshydratation.
- Tenter de découvrir la cause de l'hyperglycémie.

Important. Si la glycémie est supérieure à 20 mmol/l (360 mg/dl) ou si le test de cétonurie (corps cétoniques dans l'urine) révèle une acidocétose, il faut voir un médecin de toute urgence. Si ce n'est pas possible de contacter son médecin de famille ou son Centre pour personnes diabétiques rapidement, il faut se rendre dans le service d'urgence d'un hôpital.

## Hypoglycémie

Une diminution de la concentration de glucose dans le sang : lorsque la glycémie s'abaisse en dessous de 4 mmol/l (70 mg/dl). Des tremblements, des sueurs, des étourdissements, des palpitations, une fatigue, des bâillements et une pâleur sont des signes d'hypoglycémie. Non traitée, l'hypoglycémie peut provoquer une perte de conscience, accompagnée ou pas de convulsions.

## Causes

- Effectuer une erreur de dosage des médicaments (trop d'insuline ou d'hypoglycémisants).
- Sauter un repas ou une collation, ou les prendre en retard.
- Consommer des aliments sucrés en quantité insuffisante.
- Augmenter ses activités physiques.
- Consommer de l'alcool.

## Que faire

- Mesurer sa glycémie.
- Manger un aliment qui fournit 15 g de glucides (qui s'absorbent rapidement), comme 125 ml de jus de fruits ou de boisson gazeuse ordinaire; 3 c. à thé de sucre dissout dans de l'eau; 3 c. à thé de miel ou de confiture; ou 1 tasse de lait, et attendre 20 minutes, le temps que la glycémie se stabilise.
- Mesurer de nouveau la glycémie et reprendre 15 g de glucides si l'hypoglycémie persiste.

• Tenter de découvrir la cause de l'hypoglycémie.

Important. Toujours avoir avec soi un aliment sucré. Au besoin, informer les gens de son entourage et au travail de son état et des symptômes de l'hypoglycémie.

a suivre

# La personnalité au travail, n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui

**S**oyons honnêtes: quand on passe 8 heures par jour avec les mêmes collègues, ce n'est pas vraiment leur expérience ou leur éducation qui va déterminer le type de relation qu'on aura avec eux... c'est leur personnalité qui s'en chargera!

Ces traits, ou réflexes naturels, qui forment le caractère sont essentiels non seulement quand il est nécessaire de prédire comment des individus vont interagir avec les autres, mais aussi comment ils vont s'agencer avec les tâches et responsabilités qui leur incombent. La personnalité au travail n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui – voici pourquoi.

## Elle peut aider à motiver vos employés

Il est clair comme le jour que les incitatifs monétaires et autres avantages peuvent aider à remonter le moral d'un employé, mais combien de temps est-ce que cet effet peut durer? Si vous connaissez plutôt le type de projets et d'environnements de travail qui l'allument, est-ce que cela ne serait pas synonyme de motivation à long terme et de bonheur au travail? J'ai vu plusieurs personnes orientées sur le service devenir

démotivées dans un environnement compétitif malgré les nombreux bonis et téléphones portables, gracieuseté de leur entreprise; j'ai aussi vu des gestionnaires sans courage managérial qui n'avaient aucune motivation, même dans leurs grands bureaux de coin.

Comprendre la personnalité au travail veut dire mieux être capable de déterminer quelles sources de démotivation peuvent chasser votre capital humain.

## Elle réduit le taux de roulement

Une évaluation de l'adéquation peut augmenter le taux de fidélisation car elle permet d'assurer que vos employés sont faits pour leur travail ou, du moins, qu'ils ont le potentiel inné requis pour avoir du succès dans un poste. En bonifiant votre processus de sélection d'une évaluation d'employés, vous pourrez non seulement voir une panoplie de facettes qui ne sont pas apparentes durant l'entrevue, mais vous saurez également poser les questions d'entrevue les plus pertinentes, uniques à l'individu devant vous.

## Elle réduit les conflits et

## améliore la collaboration

Lorsqu'il y a un choc des personnalités, cela peut causer un effet de ricochet destructeur au sein de votre organisation. Ce n'est jamais agréable de voir deux personnes se disputer sur un projet ou d'entendre dire qu'un-tel-et-untelle sont fâchés pour X raisons. Mais si vous pouviez prédire quelles personnes devraient faire davantage d'efforts lorsqu'elles travaillent ensemble et, plus spécifiquement, quelles dimensions de la personnalité pourraient être à blâmer dans ces conflits? Si vous saviez exactement sur quels aspects ces individus devraient se concentrer pour créer une relation plus harmonieuse? C'est l'une des raisons pourquoi la personnalité au travail est un facteur déterminant quand il est question de collaboration entre employés.

## Elle peut prévenir l'épuisement professionnel

Est-ce que vous savez qui, parmi vos employés, est plus susceptible à la haute tension nerveuse, aux baisses d'énergie ou est incapable de se détacher? Peut-être qu'il y a un employé qui vous inquiète car

il ne performe à la hauteur de son standard ordinaire ou il semble incapable de se concentrer, dernièrement. Si vous découvriez sa personnalité de base, vous seriez peut-être surpris d'apprendre que tout ce dont il a besoin, c'est d'un peu de renforcement positif, ou qu'il réprime des frustrations par peur de causer un conflit. Dans tous les cas, la première étape est de savoir. Une fois que vous connaissez sa personnalité au travail, vous pouvez accomplir les étapes nécessaires pour améliorer la situation et lui remonter le moral avant que la situation ne dégénère.

## Elle peut vous aider à communiquer avec votre main-d'œuvre de manière efficace

Avez-vous déjà tenté d'expliquer quelque chose à un employé, seulement pour qu'il vous regarde avec un regard vide et confus? Ce n'est peut-être pas parce que vous êtes mauvais communicateur, mais plutôt que vous avez des manières différentes d'apprendre et d'assimiler l'information. Vous faites peut-être des liens rapides et abstraits entre les données disponibles, tandis que l'autre personne

requiert plus de supports visuels et d'exemples concrets démontrant comment l'idée serait transposée dans sa réalité quotidienne. Nos manières d'apprendre, les données requises afin de se sentir à l'aise avec une décision, le temps dont on a besoin pour que l'information s'assimile – tous sont différents d'un employé à l'autre. Donc, la personnalité au travail est importante afin de s'assurer que vous approchez vos subordonnés de la meilleure manière qui soit et que vous êtes équipé de ce dont la personne a besoin pour se sentir à l'aise.

C'étaient quelques exemples parmi des dizaines expliquant pourquoi la personnalité au travail est plus importante qu'on pourrait croire. Non seulement elle vous facilite la tâche lors de la sélection du meilleur candidat pour le poste, mais elle vous aide aussi à garder cette personne heureuse et motivée afin qu'elle vous reste fidèle. Elle peut réduire la mauvaise communication, le taux de roulement et l'épuisement professionnel tout en augmentant la collaboration dans votre main-d'œuvre, lui permettant de voir les différences de manière plus positive.

## AGRESSION SIONISTE SUR GHAZA

# Les efforts diplomatiques se multiplient

Les efforts de la communauté internationale s'intensifient ces derniers jours pour tenter de faire cesser l'agression sioniste sur Ghaza, la plus meurtrière depuis l'été 2014. L'assemblée générale de l'ONU tiendra demain jeudi une réunion, initiée par l'Algérie, présidente du Groupe arabe pour le mois de mai, et le Niger, qui assure la présidence de l'Organisation de la coopération islamique, pour examiner la situation en Palestine. La réunion permettra aux pays membres de l'ONU d'exprimer leurs positions sur la situation grave qui prévaut dans les territoires palestiniens occupés, y compris à al Qods et d'appeler tous les acteurs à assumer leurs responsabilités en vue de mettre un terme aux atrocités commises contre les Palestiniens. La réunion de l'assemblée générale intervient face à la paralysie du Conseil de sécurité qui n'arrive pas à se prononcer sur la situation grave qui prévaut à Ghaza et dans les territoires palestiniens occupés. Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir une quatrième fois en urgence hier, après l'échec des précédentes réunions, les Etats-Unis refusant l'adoption d'une déclaration appelant à «une cessation des violences». Le président américain, Joe Biden, accusé par son camp de manque de fermeté face à Israël, a exprimé lundi son soutien à un «cessez-le-feu», lors d'un nouvel entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui reste sourd aux appels à l'accalmie. Hier, les raids se sont poursuivis sur l'enclave palestinienne: les avions de combat isra-



liens ont lâché plusieurs missiles sur des bâtiments de la ville de Ghaza et les déflagrations ont embrasé le ciel de l'enclave côtière, selon des médias. Les bombardements de la veille avaient notamment touché les bureaux à Ghaza du Croissant-Rouge qatari ainsi que la seule clinique pratiquant des dépistages de coronavirus. Et à la crise sécuritaire s'ajoute le risque d'une crise humanitaire, avec près de 40.000 Palestiniens déplacés et 2.500 personnes qui ont perdu leur maison dans les bombardements. Par ailleurs, 90 tirs de roquettes ont été lancés à partir de Ghaza entre lundi 19H00 et mardi 07H00 en direction de territoires occupés. Depuis le 10 mai, 3.440 roquettes ont été tirées depuis l'enclave palestinienne dirigée par le mouvement Hamas qui a menacé de tirer de nouvelles roquettes en direction de Tel-

Aviv si l'aviation israélienne ne cessait «pas de cibler des civils». En Cisjordanie occupée, le président Mahmoud Abbas a plaidé devant l'émissaire américain Hady Amr pour une «intervention» de Washington. La porte-parole de la Maison-Blanche, JenPsaki, a défendu l'approche diplomatique «discrète», mais «intensive» de Washington sur ce dossier. Les présidents français et égyptien, Emmanuel Macron et Abdel Fattah-Al-Sissi, travaillent eux aussi à une médiation visant à obtenir un cessez-le-feu et comptent solliciter l'appui de la Jordanie. Un autre canal s'est ouvert, via l'ONU, aidé du Qatar et de l'Egypte, selon des médias. Bruxelles s'est penchée à son tour sur le conflit en cours, hier lors d'une visio-réunion d'urgence des ministres européens des Affaires étrangères.

### L'ASSOCIATION MAROCAINE AMDHOM

## La normalisation avec l'État d'Israël cautionne les crimes de l'occupant sioniste

L'Association marocaine de défense des droits de l'Homme au Maroc (AMDHOM) a estimé que la normalisation avec l'entité sioniste «est comme une participation effective avec l'usurpateur sioniste dans ses crimes perpétrés contre les Palestiniens», appelant «les régimes arabes normalisateurs à revoir leurs décisions, et à rompre toutes les relations économiques, politiques et culturelles avec cette entité sioniste». Selon des rapports médiatiques marocains, l'AMDHOM a appelé dimanche la communauté internationale et l'Organi-

sation des Nations-Unies (ONU) à intervenir immédiatement pour mettre fin à l'agression sioniste contre le peuple palestinien, et considérer la Palestine comme zone sinistrée nécessitant des aides, exprimant sa condamnation des bombardements menés par la puissance occupante ciblant les bâtiments résidentiels, les infrastructures et les installations vitales, en flagrante violation de l'éthique de la guerre et des lois internationales.

L'AMDHOM a également dénoncé «l'intervention brutale et injustifiée» des dif-

férentes forces de l'ordre pour disperser les deux sit-in de solidarité avec la cause palestinienne tenus le lundi 10 mai en cours à Rabat et Casablanca, appelant les autorités marocaines à respecter le droit de la manifestation pacifique.

Elle a en outre tenu l'Administration américaine et ses conspirateurs contre la cause palestinienne pour responsables de la décision de guerre, saluant en revanche le large élan de solidarité enclenché par les peuples épris de liberté avec le peuple palestinien sans défense pour s'opposer à cette guerre sale et inique.

### PAIX EN LIBYE

## Boukadoum appelle le CPS de l'UA à unir ses efforts avec l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a appelé mardi le Conseil de la paix et la sécurité (CPS) de l'Union africaine à unir ses efforts avec les Nations Unies pour aider le gouvernement intérimaire en Libye à concrétiser les priorités de son plan d'action, dont la tenue d'élections inclusives le 24 décembre prochain.

"En tant qu'organe décisionnel permanent de l'UA chargé de la prévention, la gestion et la résolution des conflits, notre Conseil est appelé à contribuer aux efforts en cours visant à consolider les acquis et à maintenir l'élan positif", a déclaré M. Boukadoum, à l'ouverture de la réunion ministérielle du CPS présidée par l'Algérie, consacrée à la situation en Libye.

"Plus précisément, nous devons unir nos efforts avec les Nations Unies pour

mieux aider le gouvernement libyen d'unité nationale à atteindre les priorités clés de son plan d'action" dans les différents domaines à savoir: politique, sécuritaire et socio-économique, a-t-il précisé.

Sur le plan politique, M. Boukadoum a affirmé que la tenue d'élections inclusives le 24 décembre reste l'objectif principal, invitant, à ce titre, l'organisation panafricaine à aligner ses efforts sur cet objectif commun et à apporter sa contribution pour assurer le succès de ce processus ainsi que la réconciliation nationale et la réunification des institutions libyennes.

Pour le volet sécuritaire, "la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, signé le 23 octobre 2020, y compris le retrait des combattants et mercenaires étrangers, l'application de l'embargo sur

les armes (imposé) le Conseil de sécurité de l'ONU, et le déploiement effectif du mécanisme de surveillance du cessez-le-feu de surveillance (conduit par la Libye), est primordial si nous voulons préserver la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye", a insisté le chef de la diplomatie algérienne au cours de son intervention.

S'agissant du volet socio-économique, M. Boukadoum a soutenu que, "sans la restauration de l'économie, la satisfaction des besoins fondamentaux et la résolution de la situation humanitaire, la paix ne peut être durable".

Par conséquent, a-t-il ajouté, le gouvernement libyen mérite davantage de soutien dans ses efforts pour améliorer la vie des Libyens, faire face aux conséquences de la pandémie de la Covid-19 et protéger les réfugiés et les migrants.

## Quelques mots pour le dire : Les Arabes veulent-ils libérer la Palestine ?

La nouvelle insurrection populaire, enclenchée à partir d'El-Qods occupée, aura surpris l'occupant sioniste qui croyait être venu à bout de la résistance palestinienne. Elle survient au moment où «l'affaire» de la Palestine était réglée pour les chefs sionistes, à leur tête l'arrogant Netanyahu. Et pour cause, leur entreprise coloniale donnait l'apparence d'un rouleau compresseur qui balaye tout sur son passage. La fin justifiant les moyens, aucun scrupule ne pouvait s'interposer dans les actions les plus immorales, les plus inhumaines, qui relèvent du crime contre l'humanité.

L'État d'Israël a le vent en poupe, encouragé par les puissants de ce monde, hier colonisateurs puis géniteurs d'idéologies négationnistes, le nazisme et le fascisme en l'occurrence. Ils se font aujourd'hui garants, la queue entre les jambes, de la sécurité, voire de la continuité de l'État sioniste. Ils accourent au moindre claquement de doigts à son secours, ne lésinant sur aucun moyen d'ordre financier et lui livrent les recettes technologiques militaires sophistiquées les plus récentes, sachant pourtant qu'en face de leur protégé, il y a un peuple désarmé, bien loin de prétendre à une quelconque victoire militaire sur la force hégémonique. Et cela n'empêche pas l'État-colonisateur d'user de moyens que condamnent les consciences.

## ONU : Appels à l'arrêt de l'agression meurtrière contre les Palestiniens



Le coordonnateur spécial des Nations-Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, a appelé ce dimanche à des efforts internationaux pour mettre fin à l'escalade de violence contre les Palestiniens.

«Nous ne pouvons permettre que la situation sombre davantage dans le chaos. Les hostilités doivent cesser», a-t-il affirmé. «La communauté internationale a un rôle crucial à jouer. Elle doit agir immédiatement pour permettre aux parties concernées de prendre du recul», a déclaré M. Wennesland.

Il s'est réjoui des déclarations des pays membres du Conseil de sécurité, de la Ligue arabe et d'autres parties, appelant à trouver une solution diplomatique à la crise présente. Il a également salué les efforts déployés ces derniers jours par les dirigeants de la communauté internationale pour exhorter les parties concernées à faire preuve de retenue, à désamorcer les tensions et à empêcher de nouvelles victimes civiles.

«Nous assistons une fois de plus aux conséquences tragiques de l'incapacité à régler les problèmes fondamentaux qui sous-tendent le conflit depuis des décennies. Les civils continuent de subir les souffrances causées par ces cycles répétés de violences et de conflits. Ces cycles de violences ne cesseront qu'après un règlement politique du conflit», a-t-il ajouté.

«J'appelle à nouveau les membres du Quatuor pour le Moyen-Orient, les principaux partenaires arabes et internationaux, et les dirigeants israéliens et palestiniens, à redoubler d'efforts pour revenir à des négociations significatives en vue d'une solution à deux États viables », a-t-il conclu.

## ALLEMAGNE

# Dortmund et Wolfsburg accompagneront le Bayern

Le Bayern, déjà sacré champion, Leipzig, Dortmund et Wolfsburg représenteront l'Allemagne l'an prochain en Ligue des champions, après les qualifications du Borussia et des «Loups» dimanche lors de la 33e et avant-dernière journée.

Wolfsburg a sauvé un nul 2-2 sur la pelouse du deuxième Leipzig, après avoir mené 2-0, et Dortmund a gagné facilement 3-1 à Mayence, trois jours après avoir remporté la Coupe d'Allemagne en balayant en finale le même Leipzig (4-1). Derrière Munich (75 pts) et Leipzig (65 pts), assurés des deux premières places, Dortmund est pour le moment sur le podium avec 61 points comme Wolfsburg, mais avec deux longueurs d'avance à la différence de buts (+27 contre +25). Derrière, le cinquième Francfort ne compte que 57 points et ne pourra plus recoller au top-4, qualificatif pour la compétition reine, lors de la dernière journée samedi prochain.

### Haaland passeur

Les deux stars de 20 ans du Borussia Dortmund, Jadon Sancho et Erling Haaland, n'ont pas marqué, mais elles ont offert les buts à leurs partenaires : le jeune Anglais aux faux airs de Neymar a d'abord servi Raphaël Guerreiro (1-0, 23e) puis son capitaine Marco Reus (2-

0, 42e). En fin de match, le prodige norvégien Haaland a lancé l'international Julian Brandt en profondeur pour le troisième but (3-0, 80e). Cette qualification arrachée à l'avant-dernière journée est une immense satisfaction pour le club de la Ruhr, qui revient de très loin cette saison, après avoir compté jusqu'à sept points de retard sur la quatrième place début avril. Francfort, la seule équipe qui menaçait encore le Borussia, a perdu samedi contre toute attente 4-3 sur la pelouse de Schalke, lanterne rouge et déjà relégué. Sous l'impulsion du jeune entraîneur intérimaire Edin Terzic, qui a connu des débuts difficiles cet hiver après avoir remplacé au pied levé Lucien Favre, limogé, le BVB termine la saison en boulet de canon : en comptant sa victoire impressionnante jeudi en finale de la coupe, le club reste sur sept succès consécutifs. «Avant la finale à Berlin, nous nous étions promis de remporter la coupe et ensuite de prendre les six points qui restaient en Bundesliga», a dit Terzic, «nous avons fait une dernière ligne droite grandiose, je suis très fier de ces gars». Selon l'accord conclu avec le club, Terzic doit redevenir la saison prochaine entraîneur adjoint, et laisser les clés à Marco Rose, l'actuel coach de Mönchengladbach.

### Leipzig renversant

Mais la bonne affaire du jour a été réalisée par Wolfsburg, qui est allé chercher un nul à Leipzig. Maximilian Philipp, ancien international allemand, a réussi un doublé avant la pause. Il a d'abord placé un tir somptueux en lucarne des 18 m, quasiment sans élan (1-0, 12e), puis il a repris un centre de la droite (2-0, 45e+2) en profitant d'un mauvais marquage du défenseur central français de Leipzig Ibrahim Konaté, que les médias allemands annoncent en négociations avancées avec Liverpool pour la saison prochaine. Mais le coach du RB Julian Nagelsmann a procédé à deux changements à la pause, en faisant entrer Angelino et Haidara, et Leipzig a été très nettement la meilleure équipe en deuxième période. Justin Kluivert a d'abord réduit l'écart (2-1, 50e) avant que Marcel Sabitzer ne transforme un pénalty décidé après intervention de la VAR (2-2, 78e). Le titre et les places en Ligue des champions attribués, le suspense de la dernière journée portera donc sur le bas de tableau. Alors que Schalke, 18e et dernier, est depuis longtemps condamné, trois équipes (Bielefeld, 32 pts, Brême, 31 pts, et Cologne, 30 pts) se battront pour éviter la 17e place, synonyme de descente directe, et la 16e, qui donne accès au barrage contre le troisième de D2.

## FINIR LA SAISON DANS DE "BONNES CONDITIONS" GRÂCE À LA COOPÉRATION DES CLUBS

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a indiqué qu'il comptait sur la "compréhension" et "coopération" des clubs pour pouvoir terminer la saison 2020-2021, impactée par le Covid-19, "dans de bonnes conditions".

"Il s'agit d'une situation exceptionnelle, avec ses contraintes et ses imprévus. Il est donc indispensable d'unir nos forces et de coopérer pour pouvoir y faire face, et terminer notre championnat dans de bonnes conditions", a déclaré Medouar, en marge du tirage au sort de la Coupe de la Ligue, effectué lundi à Alger.

"Avant la pandémie, nous démarrions notre championnat à la fin du mois d'août et il fallait compter la fin mai, voire le début juin, pour terminer. Et en-

core, à ce moment là, il n'y avait aucune contrainte liée à la pandémie du nouveau coronavirus et le championnat ne comptait pas 38 journées", a commencé par rappeler le président de la LFP.

"Cette année, le championnat a démarré fin novembre, avec un programme de 38 journées, et avec de nombreuses contraintes liées à la pandémie du nouveau coronavirus. Il est donc quasi impossible que cet exercice se termine au mois de juin, comme lors des années précédentes", a-t-il encore tenu à faire savoir. Ainsi, Medouar a considéré que "le seul moyen pour surmonter cette difficulté, c'est une implication directe des différentes parties prenantes, particulièrement de la part des clubs, en évitant de chambouler le programme établi, à tra-

vers des demandes de report non justifiées".

"Certains clubs ont pris l'habitude de demander le report d'un match juste parce qu'un de leurs joueurs a été convoqué en équipe nationale, comme si le sort de toute l'équipe en dépendait. Il y a aussi les clubs engagés dans les épreuves continentales et qui ont pris l'habitude aussi de demander des ajournements de leurs matchs de manière excessive. Tout cela, dans la conjoncture actuelle, on ne peut plus se le permettre", a-t-il assuré.

A ce propos, le premier responsable de la LFP a tenu à "saluer le professionnalisme de l'entraîneur de la JS Kabylie, Denis Lavagne, qui a demandé à ce que son match contre le MC Oran soit avancé, et non reporté".

## LIGUE DES CHAMPIONS (1/4 DE FINALE) : 4 JOUEURS ALGÉRIENS DANS L'ÉQUIPE TYPE

Trois joueurs du CR Belouizdad : Mokhtar Belkhit, Zakaria Draoui, et Amir Sayoud, ainsi qu'un joueur du MC Alger : Miloud Rebiaï, ont été retenus dans l'équipe type des 1/4 de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputés vendredi et samedi, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) lundi sur son compte officiel Twitter.

Le MCA n'a pas fait mieux qu'un match nul vendredi à domicile face aux Marocains du WA Casablanca (1-1), alors que le Chabab a réalisé une excellente opération en s'imposant samedi au stade du 5-juillet face aux Tunisiens de l'ES

Tunis (2-0).

Pour rappel, la CAF a annoncé lundi avoir retenu les deux milieux de terrains : Miloud Rebiaï (MC Alger) et Zakaria Draoui (CR Belouizdad), pour le titre du joueur du week-end, à l'occasion des 1/4 de finale (aller). Les deux joueurs algériens se sont illustrés avec leurs clubs respectifs.

Rebiaï a pu éviter à son équipe la défaite, en égalisant face au WAC, alors que Draoui a été l'un des artisans du succès du Chabab à domicile face à l'ES Tunis (2-0), en marquant un but et délivrant une passe décisive.

Les quarts de finale retour se joueront samedi prochain.

### L'équipe type des 1/4 de finale (aller): Gardien: Mohamed El-Shenawi (Al-Ahly)

Défenseurs: Mokhtar Belkhit (CR Belouizdad), Yahya Attiat (WA Casablanca), Miloud Rebiaï (MC Alger), Eric Matoho (Kaizer Chiefs) Milieux: Yahia Jabrane (WA Casablanca), Aliou Dieng (Al-Ahly), Samir Sayoud (CR Belouizdad), Zakaria Draoui (CR Belouizdad) Attaquants: Samir Nurkovic (Kaizer Chiefs), David Castro (Kaizer Chiefs).

## Coupe de la Ligue (1/4 de finale - tirage au sort)

### MC Oran-WA Tlemcen à l'affiche

Le derby de l'Ouest entre le MC Oran et le WA Tlemcen constituera l'affiche des quarts de finale de la Coupe de la Ligue de football, dont le tirage au sort a été effectué hier à Alger. L'USM Alger, qui a sorti son voisin le MCA en 8es, évoluera encore une fois à domicile, cette fois-ci devant l'Olympique Médéa, tandis que la JS Kabylie se rendra à Biskra pour croiser le fer avec les gars des Zibans. Le dernier match de ces quarts de finale verra le NC Magra, qui a créé la surprise en écartant le CR Belouizdad à Alger même, accueillir la JS Saoura.

### Le vainqueur jouera la Coupe de la CAF

C'est le secrétaire général de la FAF, Mohamed Saâd, qui le dit. «Le vainqueur de la Coupe de la LFP représentera l'Algérie à la prochaine édition de la Coupe de la Confédération africaine», a-t-il affirmé en marge du tirage au sort des quarts et demi-finales de cette compétition dont les dates ne sont pas connues. Le responsable de la FAF n'a pas donné d'autres précisions à propos de la manière avec laquelle les autres représentants algériens seront choisis. Lors du dernier BF/FAF, l'option de l'indice a été proposée dans le cas où la CAF n'autoriserait pas une prorogation des délais de transmission des listes des lauréats des Championnats domestiques.

### Le tirage au sort Quarts de finale

1- US Biskra-JS Kabylie  
2- NC Magra-JS Saoura  
3- USM Alger-O. Médéa  
4- MC Oran-WA Tlemcen  
Demi-finales  
Vainqueur 1-Vainqueur 4  
Vainqueur 2-Vainqueur 3.

## La réunion hebdomadaire de la CD/LFP se tiendra hier

### Un ajournement et des interrogations

Alors qu'elle devait se tenir, comme d'habitude hier, la réunion de la commission de discipline de la LFP a été reportée. Dans un communiqué, hier matin, la Ligue de football professionnel explique ce report par le souci de réunir tous les rapports des officiels et les feuilles des matchs disputés dimanche.

Un prétexte qui ne tient pas vraiment la route dans la mesure où les recommandations des instances de football annoncées à chaque début de saison, et rappelées à chaque désignation, obligent les officiels des matchs, notamment les arbitres, à transmettre la feuille de match trois heures après la rencontre. C'est un point du règlement du Championnat professionnel. L'article 63 dudit règlement impose aux officiels l'envoi des documents en question dans les délais précisés. Dans le point de l'article 63, il est mentionné que «l'arbitre et le commissaire au match sont tenus d'adresser par e-mail à la LFP un rapport relatant le résultat et les faits saillants de la rencontre dans les trois heures qui suivent la fin de la rencontre». Clair, net et précis. La Ligue accorde, suivant le règlement susmentionné, un délai supplémentaire si «tout autre fait signalé au cours d'un match et omis d'être inscrit par l'arbitre directeur sur la feuille de match doit faire l'objet d'un rapport complémentaire dans les vingt-quatre heures qui suivent la fin de la rencontre», comme expliqué par le point 2 de l'article 63 du règlement du Championnat. Enfin, dans le point 3 dudit article, il est mentionné que «le commissaire au match est également tenu de transmettre à la LFP le 2e exemplaire de la feuille de match et son rapport au plus tard dans les vingt-quatre heures (24h) qui suivent la rencontre», c'est-à-dire en parallèle avec le temps imparti à l'arbitre du match.

Mots codés

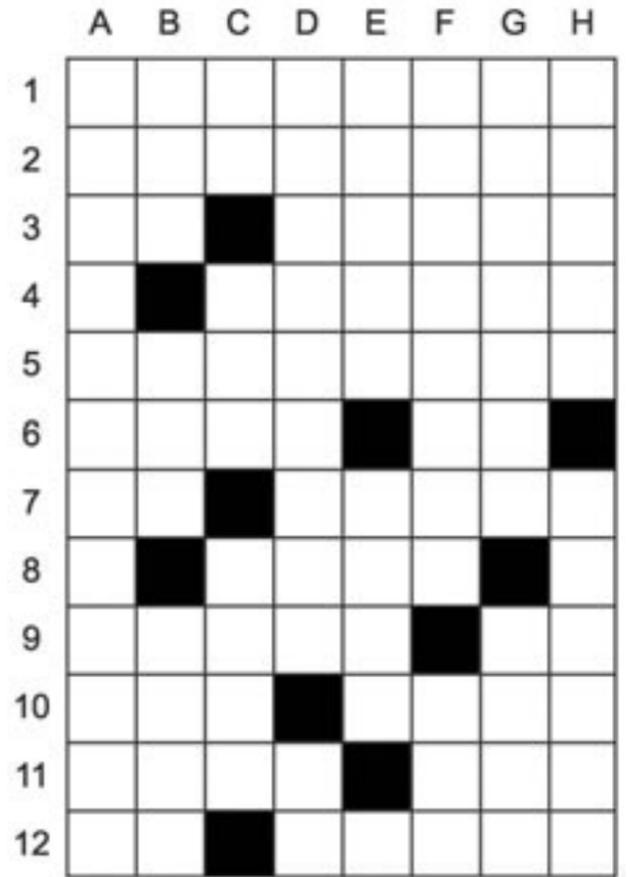


Mots mélangés

- ABBATIAL
- ACCROCHE ACTE
- AILE ATTIRAIL
- AUTOBUS BIPLACE
- BLAFARD
- BOUQUETIN BOURDE
- CANAPE CHANDELLE
- CHARGER CILLER
- DEVANTURE DORE
- EXCEDER GAULE
- GNOCCHI INSALUBRE
- INTEGRALE LETTRE
- MOUTON NUIT PAIE
- PISSENLIT POUR
- QUETSCHER RIGAUDON
- SOLDAT SOLENNEL
- TOURNANT



Mots croisés



HORIZONTALEMENT :

1. Plumes du peintre. 2. La moitié d'un entier plus un tiers. 3. Coin de Charente. Faire un nid. 4. Boit à petits coups. 5. Objets de farces. 6. Prénom d'enfant. D'abord veau, puis étalon. 7. Ils suivent le cours. Ne pas marquer de but.

VERTICALEMENT :

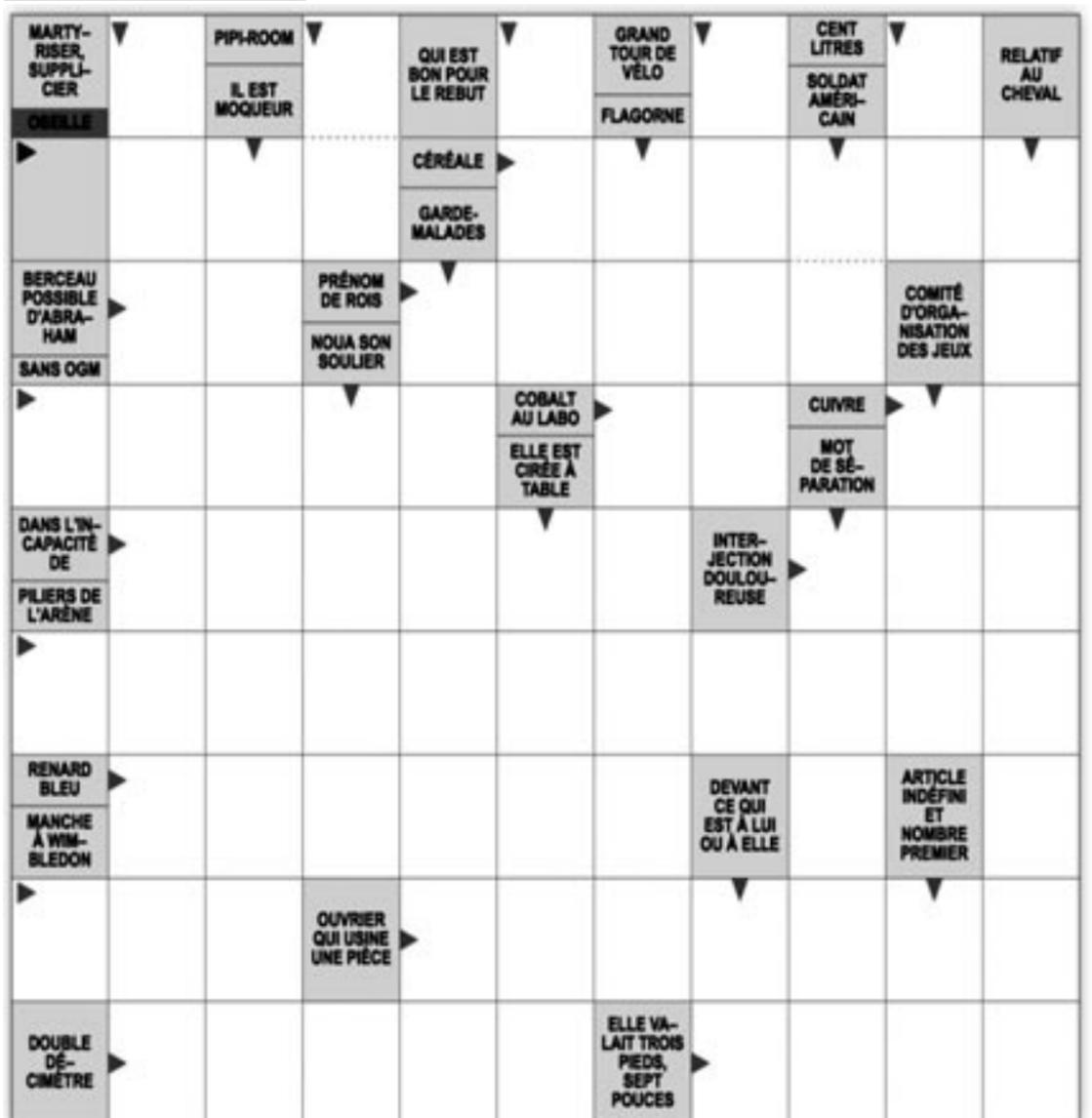
A. D'une manière irréprochable. B. Il nage dans un bocal. On y donne des spectacles. Elle nous veut du bien. C. Qui laisse tout voir. Des lettres pour la patronne. Dans les cordes du marin. D. Point dru. Une gorgée d'élixir... E. Passa par la filière. Compris dans l'effectif.

Sudoku



Solution sudoku

Mots fléchés



# de l'administration Le Monde

Quotidien National d'Information ● [www.lemondeadm.com](http://www.lemondeadm.com)



## Tous les jours dans les kiosques

**CETTE ESPACE EST RESERVÉ POUR VOUS**

# PUBLICITÉS

pour plus de détails  
contactez nous au:



**023 95 73 73 / 0553 45 62 56**

Ou par Email au: [monde.adm@gmail.com](mailto:monde.adm@gmail.com)

**LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ**

Chems Eddine Chitour

## "Vers la généralisation des voitures électriques en Algérie d'ici à 2030"

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, a indiqué que les voitures électriques seront progressivement généralisées en Algérie d'ici à 2030.

Dans une déclaration à la presse en marge de la 25e édition de la Journée de l'énergie, Chitour a précisé que l'Algérie "entend généraliser progressivement les voitures électriques d'ici à 2030 afin de réduire l'utilisation du carburant".

Les voitures électriques remplaceront progressivement les voitures essence et diesel, a souligné le ministre. "Nous allons commencer par l'acquisition de 5 000 voitures électriques et l'installation de stations de recharge de ce type de véhicules", a-t-il déclaré, précisant que "le rechargement des voitures électriques coûte cinq fois moins cher que le plein des voitures fonctionnant au carburant".

Chitour a insisté sur la nécessité de sensibiliser la société à l'importance de se tourner vers les voitures électriques, rappelant que le ministère de l'Industrie suit ce dossier.

Santé

## Don Sonatrach-Equinor de 2 appareils d'hémodialyse à l'hôpital de Debdeb d'Illizi

La société nationale des hydrocarbures, Sonatrach et son partenaire norvégien Equinor, ont fait un don de deux (2) appareils d'hémodialyse à l'hôpital de Debdeb (Illizi), a indiqué Sonatrach dans un communiqué.

"Dans le cadre de la responsabilité sociale de Sonatrach et de son partenaire Equinor, un don de deux (2) appareils d'hémodialyse a été effectué au profit de l'établissement public de santé de proximité de la localité de Debdeb dans la wilaya d'Illizi", a précisé la même source.

Réceptionnés début mai courant, ces appareils médicaux permettront de "soulager tous les malades souffrant d'insuffisance rénale de cette région enclavée du Sud, qui n'avaient plus à faire le long déplacement vers le chef-lieu de la wilaya d'Illizi pour être dialysés", explique Sonatrach.

Le communiqué a, par ailleurs, rappelé que Sonatrach avait initié, durant l'année 2020, deux actions de solidarité en faveur des établissements scolaires de cette région consistant en chauffe-eau solaires et matériel informatique avec connexion Internet. Ce don contribue à "améliorer la qualité des prestations scolaires offertes aux élèves de Debdeb et leur ouvrir des perspectives en matière de maîtrise des TIC", a-t-on souligné de même source.

Mustapha Kamel Mihoubi

## "La distribution se poursuit selon le programme arrêté avant le Ramadhan"

Le ministre des ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a assuré que l'approvisionnement en eau potable à Alger se poursuivra selon le programme arrêté le 7 avril dernier, précisant que le maintien de ce programme durant plusieurs mois demeure cependant tributaire de la disponibilité des ressources en eau.

"Nous ferons notre possible pour que la distribution se poursuive selon le programme arrêté avant le Ramadhan. Néanmoins, il faut comprendre que nous ne pouvons pas continuer à appliquer ce programme durant plusieurs mois car cela dépend de la disponibilité des eaux de surface", a déclaré le ministre à la presse en marge de la 25ème édition de la journée de l'énergie.

Concernant le communiqué publié lundi par la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) sur la réduction de la période de distribution à Alger, le ministre a souligné que la SEAL n'a pas consulté les actionnaires (ADE et DNA) avant de rédiger ce communiqué d'où son retrait.

A une question sur la révision de la tarification de l'eau, M. Mihoubi a affirmé qu'elle n'était pas à l'ordre du jour actuellement mais elle sera posée à l'avenir en concertation avec tous les acteurs.

Il a également appelé à fournir davantage d'efforts afin d'économiser l'eau et consacrer les principes prévus dans la charte de l'eau qui sera soumise dans les prochains jours au gouvernement après son enrichissement par tous les secteurs.

## Le Président Tebboune préside une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé hier une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, mardi 18 mai 2021, une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité", a précisé le communiqué. "Après avoir écouté les interventions des membres du Haut Conseil de Sécurité sur les questions inscrites à l'ordre du jour, le président de la République a examiné les mesures relatives à l'ouverture des frontières aériennes et les conditions devant être remplies par les voyageurs, avec le maintien des frontières terrestres fermées sauf en cas de nécessité", a ajouté la même source, soulignant que "les mesures détaillées seront définies par un décret exécutif". Le Haut Conseil de Sécurité "est également penché sur les actes hostiles et subversifs commis par les mouvements dits (Rachad) et (MAK) pour déstabiliser le pays et attenter à sa sécurité, et décidé, dans ce cadre, de les classer sur la liste des organisations terroristes et de les traiter comme telles", selon le communiqué. Le Haut Conseil de Sécurité a aussi abordé "les derniers préparatifs des élections législatives du 12 juin 2021". Le Président Tebboune "est satisfait des efforts consentis par les institutions de l'Etat pour assurer le déroulement du rendez-vous électoral dans de bonnes conditions", a conclu le communiqué.



## Nécessité de rassembler le patrimoine culturel algérien

Des chercheurs et des académiciens ont mis l'accent, sur la nécessité d'étudier scientifiquement, de rassembler et de faire connaître le patrimoine culturel algérien avant de l'exploiter dans la consécration des valeurs citoyennes. L'étude scientifique permettra de rassembler et la conservation de ce patrimoine avant de passer à son exploitation en tant que richesse économique ainsi que dans la consécration de l'identité nationale, ont estimé des spécialistes dans le patrimoine et

des anthropologues, à l'ouverture de deux journées d'étude sur "le patrimoine immatériel et son rôle dans le développement et la consécration des valeurs citoyennes". Intervenant à cette occasion, l'académicien de l'Université d'Alger, Abdelhamid Bou-rayou a appelé à "rassembler ce patrimoine dont une grande partie a disparu" en vue de "le transmettre aux générations montantes". Il a appelé également à inclure "le patrimoine dans la culture contemporaine" afin

de constituer "une culture nationale avec un cachet spécifique", soulignant "le rôle de l'Etat" dans la préservation du patrimoine. Pour sa part, Mebarika Belabden (Université d'Oran) a estimé que "le patrimoine culturel algérien est abandonné scientifiquement et politiquement", citant l'exemple de la société Hassanie au sud-ouest du pays méconnue par les établissements universitaires algériens.

## Boukadoum préside une réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'UA sur les développements de la situation en Libye

ALGER- Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, a présidé hier, une réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) sur les développements de la situation en Libye.

M. Boukadoum a présidé une réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'UA sur les développements de la situation en Libye avec la participation de plusieurs ministres des Etats membres du Conseil outre la présidence tournante de l'UA et la présidence du comité de haut niveau de l'Union sur la Libye ainsi que l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye, M. Jan Kubis, a indiqué un communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères. Au début des travaux de cette réunion, le ministre "a évoqué les conditions difficiles que traverse le peuple palestinien, en réitérant sa ferme condamnation de l'agression barbare à laquelle les civils sont exposés. Il a également demandé aux participants d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes palestiniennes". Au cours de cette réunion, le Conseil a exprimé "le soutien de l'UA aux efforts des autorités libyennes de transition et de l'envoyé de l'ONU pour assurer le succès de l'important rendez-vous électoral prévu le 24 décembre 2021 et permettre au peuple libyen de tourner la page de la division et de la discorde et de construire des institutions fortes et démocratiques fondées sur l'intégrité territoriale et mettant fin aux ingérences. Les participants ont procédé à l'exa-



men des moyens permettant à l'UA d'accompagner le processus de la réconciliation nationale en Libye et de créer le climat approprié et les conditions nécessaires pour organiser des élections régulières et transparentes, avec la participation de toutes les forces vives de la société libyenne", précise le communiqué. Les participants ont souligné la nécessité de l'application de l'accord de cessez-le-feu dans son intégralité, y compris le retrait immédiat de toutes les forces étrangères et des mercenaires, et l'en-

gagement ferme à interdire le flux d'armes vers la Libye. A l'occasion de cette réunion, le rôle important des pays voisins de la Libye et leur contribution décisive au succès du processus politique en cours et au soutien à la sécurité et à la stabilité de la Libye a été mis en exergue. Pour rappel, l'Algérie préside, au courant de ce mois, le CPS de l'UA, et plusieurs réunions importantes sont au programme en appui aux questions de sécurité et de paix en Afrique.